

Le Reporter

N°1208

DU 13 FÉVRIER 2025

www.lereporter.ma



Gaza entre trêve fragile et promesses d'enfer
Quel avenir pour ce territoire et ses 2 millions de Palestiniens?



38^{ÈME} SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

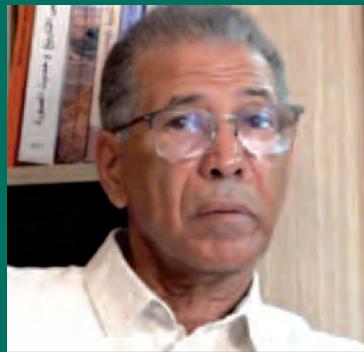
Le 38^{ème} Sommet de l'UA place l'Afrique sous les projecteurs. Les élections pour le renouvellement des instances dirigeantes (Présidence de la Commission, vice-présidence, Conseil Paix et sécurité) sont en tête de l'ordre du jour. Parallèlement à ses projets de grands chantiers continentaux inclusifs autour desquels il continue de rassembler, le Maroc se mobilise pour la réforme. Sur sa route, l'Algérie qui transforme la compétition en guerre de tranchées, affichant sa volonté de main-mise sur l'Organisation et y mettant tous les moyens. A quelle fin...?

QU'APPORTE L'ALGÉRIE À L'AFRIQUE ?

ENTRETIENS EXCLUSIFS



Quand le Nord du Maroc, a tremblé
Ce que révèle Nacer Jabour, Directeur de l'institut National de Géophysique (ING)



Moussaoui Ajlaoui, expert en géostratégie
«Sur les 23 pays africains riverains de l'Atlantique, 11 ont un consulat à Laâyoune ou Dakhla»

ENTREZ DANS LA LÉGENDE

320 PAGES DE FIERTÉ ET D'ÉMOTIONS



Votre exemplaire offert vous attend sur mdjs.ma

Sahara

Nouvelle gifle pour le Polisario et appui renouvelé du Sénat colombien au Maroc



De d.à.g. Farida Loudaya & Efrain Cepeda

Le Président du Congrès colombien a réitéré le soutien de cette Assemblée Législative au Maroc dans le cadre du Dossier du Sahara. Dans un communiqué publié par le Congrès colombien à l'issue des entretiens qu'il a eus avec Farida Loudaya, Ambassadeur du Maroc à Bogota, Efrain Cepeda a exprimé son désaccord avec la position adoptée par le Président de Colombie, Gustavo Petro, à l'égard du Polisario. Pour le Président du Congrès colombien, il s'agit d'«un groupe considéré comme séparatiste par différents secteurs au Maroc». E. Cepeda a rappelé dans ce contexte que la «reconnaissance du Polisario par l'Exécutif colombien a été rejetée par plus de 70% des membres du Sénat de la République, dans une

Motion adoptée en novembre 2023». Insistant sur l'importance de renforcer les relations commerciales avec le Maroc, le Président de l'Assemblée Législative colombienne a souligné «l'importance de maintenir et de renforcer les relations bilatérales avec le Maroc, un pays avec lequel la Colombie a développé d'importants liens commerciaux». Le communiqué rendu public à l'issue des entretiens qu'a eus le Sénateur colombien avec l'Ambassadeur marocain, le 11 février 2025, a mis en avant le volume des échanges commerciaux entre le Maroc et la Colombie. Soulignant que ces échanges ont atteint 350 millions de dollars en 2022, Efrain Cepeda a fait observer que «le Président de Colombie affirme vouloir renforcer les relations avec l'Afrique, mais avec cette position à l'égard du Royaume du Maroc, ce qui se passe c'est que cela ternit l'avenir de ces relations», a-t-il alerté. L'actuel Président du Congrès colombien figure par les grands défenseurs de l'Intégrité Territoriale du Maroc au sein du Congrès et du Sénat de son pays. Efrain Cepeda a été également l'un des signataires des deux Motions d'Appui au Maroc, en octobre 2022 et novembre 2023, appuyée par 63/108 et 65/105 Sénateurs. ■



Industrie militaire

Le Maroc aura son Centre dédié à la maintenance des aéronefs

Le Maroc sera bientôt doté d'un Centre entièrement dédié à la maintenance et la réparation des Aéronefs. Un accent particulier sera accordé aux appareils appartenant aux Forces Armées Royales (FAR). Cette décision, visant à renforcer les capacités nationales en matière d'aéronautique militaire, a été officialisée via le Décret 2.24.1067, qui modifie et complète le Décret 2.22.658, récemment publié dans le Bulletin Officiel. C'est la filiale MedZ du Fonds de Dépôt et de Gestion qui a obtenu l'aval du gouvernement pour la création de «Maintenance Assets Aeronautics», tout en portant sa participation au Capital de «Maintenance Aero Maroc» de 10 % à 34 %. Ce Projet s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à renforcer l'Industrie militaire nationale, notamment à travers la Loi 10.20 relative aux équipements et matériels militaires. Le Royaume poursuit ainsi le développement de son Industrie aéronautique, dans un contexte régional instable marqué par une course effrénée à l'armement, notamment de la part d'Alger pour ne pas la citer. ■

Maroc-Etats-Unis

Ce que se sont dit Mohamed Berrid et Charles Brown

Le Général de Corps d'Armée, Inspecteur Général des Forces Armées Royales (FAR) et Commandant la Zone Sud, et le Chef d'Etat-Major des Armées américaines, ont mis en avant la robustesse de la coopération entre le Maroc et les Etats-Unis dans le domaine militaire.

Lors de cet entretien téléphonique, Mohamed Berrid et Charles Brown, ont souligné que l'Exercice Militaire Combiné «African Lion», organisé depuis 2004 dans le Royaume, constitue la meilleure illustration de la profondeur du partenariat stratégique maroco-américain.

Les discussions ente les deux responsables



De g.à.d. Mohamed Berrid & Charles Brown

militaires ont également porté sur des questions d'intérêt commun, notamment dans le domaine sécuritaire ainsi que les moyens

d'unifier les efforts pour faire face à tous les défis et menaces auxquels la Région est confrontée à l'heure actuelle. ■

Fonds palestiniens bloqués par Israël

La Médiation qui a fait toute la différence



Le Secrétaire Général du Comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), a remercié SM le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al-Qods, pour son soutien au Peuple palestinien et à sa Cause juste, ainsi que pour la contribution efficace et continue de la part du Souverain pour trouver une solution à la crise des Fonds palestiniens bloqués par Israël. Sur son compte X (anciennement Twitter), Hussein Al-Sheikh, a écrit: «J'exprime mes sincères remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le protège, pour le rôle efficace qu'il a joué pour résoudre la crise des fonds palestiniens bloqués dans les banques israéliennes»

Le Maroc, sous la Conduite Royale, a déployé des efforts qui ont permis de réaliser des progrès significatifs dans l'affaire des fonds palestiniens bloqués dans les banques israéliennes. Les efforts du Royaume ont été à l'origine d'une solution garantissant la restitution de ces fonds, qui représentent un droit élémentaire pour le du Peuple palestinien. Ces développements interviennent à un moment délicat, alors que l'Autorité palestinienne souffre d'une crise financière aiguë en raison de ces fonds bloqués, ce qui accroît les défis économiques auxquels elle est confrontée. Les négociations avec la partie israélienne ont été difficiles, mais la médiation marocaine, menée par Sa Majesté le Roi, a été le facteur décisif dans la résolution de cette crise.■



Rabat-Pékin

La Chine veut élargir son partenariat avec le Maroc

La Chine considère le Maroc comme un partenaire naturel et une destination privilégiée pour ses investissements, a affirmé l'Ambassadeur de Chine au Maroc. S'exprimant depuis Rabat dans le cadre de rencontres avec des responsables gouvernementaux marocains, jeudi 13 février 2025, Li Changlin, a fait valoir que les objectifs de la Chine et du Maroc convergent vers une meilleure implication dans les politiques consacrées au développement du continent africain. Le Diplomate chinois d'appeler à l'élargissement du partenariat multiformes entre Rabat et Pékin à de nouveaux domaines tels que la transition énergétique et l'Intelligence Artificielle (IA). «Le Maroc est un acteur important dans l'Initiative chinoise «Belt and Road», permettant ainsi un dialogue enrichissant et une meilleure compréhension des enjeux entre les deux pays», a conclu Li Changlin.■

Rabat-Madrid

La sécurité, un engagement partagé

Le ministre espagnol de l'Intérieur et son homologue marocain ont longuement abordé la manière à adopter pour renforcer le vaste champ de coopération entre l'Espagne et le Maroc. Au cours de leurs discussions, le 10 février 2025 à Madrid, Abdelouafi Laftit et Fernando Grande-Marlaska, ont accordé une attention particulière au raffermissement du partenariat maroco-espagnol dans le domaine sécuritaire. Mettant en avant les importantes réalisations obtenues, notamment dans la lutte contre les organisations cri-



De g.à.d: Abdelouafi Laftit & Fernando Grande-Marlaska

minelles et terroristes qui menacent les

deux rives de la Méditerranée, les deux responsables se sont mis d'accord pour donner un nouveau coup de fouet à la coopération entre les deux pays les autres domaines d'intérêt commun. A. Laftit et F. Grande-Marlaska ont insisté sur deux domaines prioritaires, notamment la lutte contre le trafic de migrants. Enfin, les deux parties ont échangé sur la coordination autour de co-organisation de la Coupe du Monde 2030 et souligné l'importance d'optimiser les synergies afin de garantir la réussite de cet événement planétaire sur tous les plans.■

Algérie-Syrie

Ahmed Al charaâ refuse de libérer les militaires algériens et polisariens



Les contritions de l'Algérie et le déplacement de son ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, à Damas n'auront pas fait changer d'avis le nouveau Président syrien, Ahmed Al charaâ, selon la presse syrienne et la radio Monte Carlo.

L'Envoyé spécial d'Alger était venu chercher les bonnes grâces de celui qu'il traitait de terro-

riste, quelques jours à peine avant qu'il renverse Bachar Al Assad –ami de toujours d'Alger- et accède au Pouvoir.

Nouveau chef, nouvelle alliance et au Diable les anciennes !

Oublié le communiqué de soutien indéfectible au Président déchu.

Oubliée l'intervention de l'ambassadeur algérien à l'ONU, le 4 décembre dernier (2024) où il

demande une coordination pour aider le régime syrien, disant ceci: «Nous sommes préoccupés par l'escalade récente représentée par l'attaque menée par l'organisation HTS à Alep. Cela confirme la nécessité de coordonner les efforts pour faire face à cette organisation et l'éradiquer».

Si si, l'éradiquer !

Mais aujourd'hui est un autre jour !

Cette fois, l'Algérie -membre non permanent au Conseil de Sécurité pour quelques mois encore- vient apprendre à ceux qui devaient être éradiqués qu'à la même tribune du Conseil de Sécurité, elle dira qu'il faut les aider.

Juste une petite demande à l'occasion de la nouvelle amitié, la libération des militaires algériens et les milices du Polisario qui combattaient auprès de l'ancien ami...

Le Président Al Charaâ a bien accueilli le ministre algérien des Affaires étrangères, mais lui aurait répondu que les officiers militaires algériens du rang de Général de brigade, ainsi que les quelque 500 soldats de l'armée algérienne et milices du Polisario seront jugés, au même titre que les éléments du régime d'Assad qui ont été capturés, mais qu'ils seront, comme tous les détenus, traités conformément aux règles internationales régissant le traitement des prisonniers de guerre ■

Administration 2.0, Intelligence Artificielle

Le Maroc, acteur ou consommateur ?

Le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration a lancé, vendredi 14 février 2025 à Rabat, le Portail National des Services Numériques. Cette nouvelle plateforme ambitionne selon la ministre de tutelle, Amal El Fellah Seghrouchni, de centraliser, classifier et faciliter l'accès des usagers aux différents services publics disponibles en ligne.

Avant de lancer le Portail National des Services Numériques, A. El Fellah Seghrouchni était au Sommet pour l'Action sur l'IA. Co-organisé par la France et l'Inde à Paris, les 10 et 11 février 2025, cet événement a connu la présence et la participation d'experts dans le domaine du numérique et des responsables politiques et économiques qui ont convergé vers la capitale française pour prendre part à cet événement.

Au 1er jour du Sommet de Paris, le Maroc a été

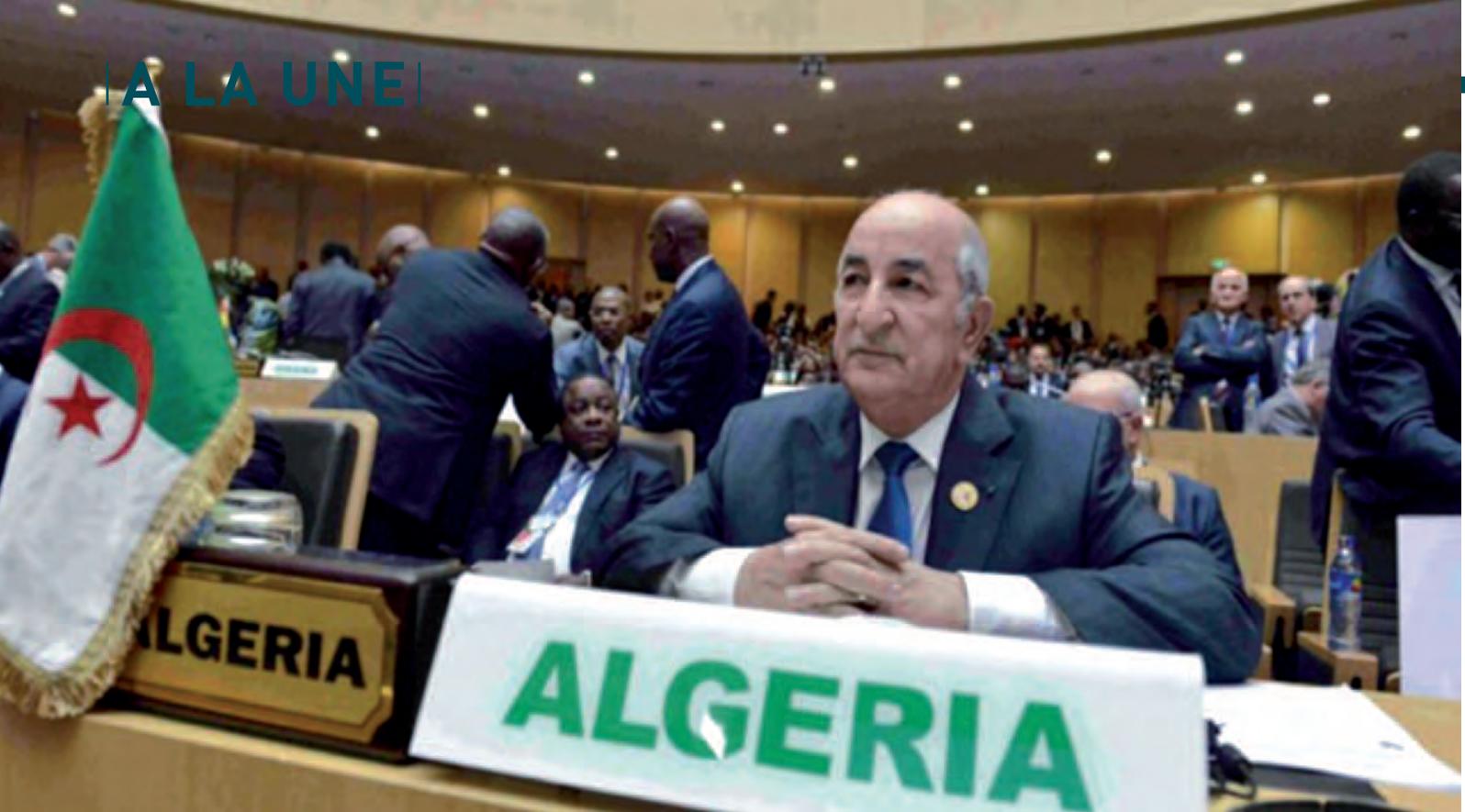
l'un des 8 pays qui ont jeté les bases d'une initiative appelée «Current AI», pour défendre une Intelligence Artificielle dite «d'intérêt général». Dotée d'un montant initial de 400 millions de dollars, avec comme objectif d'œuvrer pour que tous les pays du monde puissent disposer de leur propre IA qui soit adaptée et sécurisée. Le but ultime étant de dissiper les craintes autour de cette technologie.

Après deux jours de débats, le Sommet de Paris pour l'Action sur l'Intelligence Artificielle a pris fin le 11 février 2025, avec un Discours du Président français. Outre l'intervention d'Emmanuel Macron, ce Sommet s'est clôturé par l'adoption d'une Déclaration finale, dans laquelle les 60 pays et organisations signataires dont le Maroc, se sont accordés sur «les grandes priorités» devant guider leur action dans un contexte de développement rapide des technologies de l'IA qui entraîne «un changement de



paradigme majeur avec des conséquences diverses pour nos concitoyens et nos sociétés».

Les signataires se sont notamment engagés à «promouvoir l'accessibilité de l'Intelligence Artificielle pour réduire la fracture numérique», en veillant à ce qu'elle «soit ouverte à tous, inclusive, transparente, éthique, sûre, sécurisée et digne de confiance, dans le respect des cadres internationaux» ■



38^{ème} Sommet de l'UA Qu'apporte l'Algérie à l'Afrique ?

Le 38^{ème} Sommet de l'UA place l'Afrique sous les projecteurs. Les élections pour le renouvellement des instances dirigeantes (Présidence de la Commission, vice-présidence, Conseil Paix et sécurité) sont en tête de l'ordre du jour.

Parallèlement à ses projets de grands chantiers continentaux inclusifs autour desquels il continue de rassembler, le Maroc se mobilise pour la réforme.

Sur sa route, l'Algérie qui transforme la compétition en guerre de tranchées, affichant sa volonté de main-mise sur l'Organisation et y mettant tous les moyens. A quelle fin...?

Pour tous ceux qui connaissent le Régime d'Alger, qui a fait de sa guerre contre le Maroc le moteur de toutes ses actions diplomatiques, la bataille autour des élections qui ont lieu cette semaine à l'UA (Union Africaine) n'est pas une surprise. Les deux votes qui intéressent le Régime algérien au plus haut point sont, celui qui concerne le siège du

Conseil Paix et Sécurité (CPS) revenant à la Région Afrique du Nord ; et celui qui concerne la Vice-Présidence de la Commission de l'UA.

Pour le siège du Conseil Paix et Sécurité, l'Algérie qui voulait y remplacer le Maroc dont la mandat arrive à échéance, a échoué, n'ayant pas pu obtenir les 2/3 des voix exigées.

Un échec d'autant plus cuisant pour l'Algérie qu'elle

avait occupé ce siège pendant près de deux décennies, s'étant habituée à y faire la pluie et le beau temps ; et qu'après avoir dû céder sa place au Maroc en 2022, elle comptait sur un retour vengeur cette année, déployant pour cela, depuis plusieurs semaines, une intense campagne diplomatique auprès des pays membres.

Un autre vote doit avoir lieu dans un mois, comme le prévoit la loi, pour pourvoir ce siège du CPS. Mais le Régime algérien, qui n'en démord pas se mobilise déjà pour ce scrutin, utilisant, selon des témoignages sur place à Adis Abeba, ses méthodes éculées qui insultent l'intelligence et la dignité des pays africains: la persuasion par le moyen qu'elle croit imparable: le dollar. L'on pourrait mettre en doute les témoignages selon lesquels des intermédiaires se chargeraient de récolter des voix, malettes sous la table prêtes à changer de mains si le deal est accepté, mais l'intervention du Président Tebboune à l'ouverture du Sommet confirme bien cet état d'esprit.

N'est-ce pas cette même arrogante croyance en le pouvoir du billet vert qui l'a poussé à lancer, d'entrée de jeu, à ses homologues chefs d'Etat et de Gouvernement africains qu'il «octroie une subvention d'un million de dollars en faveur du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)» ?

Des procédés dont le Régime d'Alger est coutumier. Certains se sont même étonnés que ladite «subvention» annoncée cette année n'ait pas dépassé le petit million de dollars.

Le même Président Tebboune ne faisait-il pas savoir au Sommet de l'UA de 2023, que l'Algérie allait consacrer 1 milliard de dollars à l'aide au développement en Afrique ?! Enveloppe qui devait être confiée à «l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement». Il serait intéressant de voir si et comment ce milliard, annoncé en grande pompe, a été affecté aux présumés projets de développement. Force est donc de constater que l'Algérie du Général Changriha et Président Tebboune, co-voiturant avec eux quelques autres responsables de l'heure, tel le ministre des Affaires étrangères Attaf (qui pourrait être viré demain sans ménagement, comme son prédécesseur Ramtane Laamamra, ou même jeté dans les geôles du Régime, comme Abdelmalek Sellal, tout Premier ministre qu'il était), fonctionnent encore avec des «logiciels» dépassés, bons pour la casse.

Le million et même le milliard que jette sur la table Abdelmagid Tebboune ne font pas le poids devant ce qu'attend aujourd'hui l'Afrique en termes de coopération inter-africaine, de grands projets inclusifs et de partenariats gagnant-gagnant.

C'est ce que propose le Maroc avec les projets structurants et rassembleurs qu'il a proposés aux pays de son continent ? Tels les projets Afrique Atlantique (23

pays), Afrique-Sahel-Atlantique (5 pays de plus), Gazoduc Nigéria-Maroc (13 pays avec connexion à l'Europe)... Sans compter ses propres infrastructures terre-air-mer qu'il met à leur disposition (Route de Guergarate, Port Dakhla Atlantique, Route Tiznit Dakhla et réseau ferroviaire qui va bientôt relier le Nord du Pays à son Sud à grande vitesse).

Voilà ce que propose le Maroc, qui rassemble, construit, partage et rêve d'un vrai leadership du continent, comme l'a dit et répété le Roi.

Et l'Algérie, que propose-t-elle à l'Afrique ?

1 million de dollars ? 1 milliard même ? Les dons et subventions sont le poisson qu'on donne au pauvre pour calmer sa faim un jour, au lieu de partager avec lui un projet de pêche pour qu'il puisse en vivre toujours.

Qu'apporte le Régime d'Alger à l'Afrique, lui qui s'échine à y imposer son hégémonie ? Plaider pour un siège permanent de l'Afrique au Conseil de Sécurité ? C'est le combat de tous ! Mais encore ?

Quelles sont ses méthodes, à part celles du pétro-dollar ? De la division ? Du séparatisme au nom de principes à géométrie variable ? Des complicités pour appuyer tel pays, déstabiliser tel autre ? Du chantage et des menaces contre ceux qui rejettent cette hégémonie (l'exemple le plus récent, celui du Mali) ? Du terrorisme dans tout le Sahel, jusqu'au Nigéria et au-delà, pour peu qu'un Gouvernement appuie l'intégrité territoriale du Maroc, ou un des méga-projets portés par le Maroc ?

Le Régime d'Alger ne semble hélas même pas fiable au niveau de ses «amitiés».

L'exemple le plus récent n'a pas pour terrain l'Afrique, mais il donne à réfléchir à tous. C'est celui de la Syrie. La veille-même de l'entrée à Damas des combattants qui ont renversé Bachar Al-Assad, Alger les qualifiait de «terroristes» et envoyait ses militaires et ceux du Polisario les combattre. Et voilà que cette semaine, le ministre Attaf est envoyé à Damas, auprès d'eux et de leur chef, Ahmed Al Charaâ, leur dire que l'Algérie les soutient, a proposé deux réunions, l'une au Conseil de Sécurité, l'autre à la Ligue Arabe, pour les aider et... Demander que les militaires qui étaient venus en Syrie pour les tuer, soient libérés.

Ce 38ème Sommet de l'UA a bien du pain sur la planche avec toutes les crises qui traversent le continent, de la Région du Sahel à celle des grands lacs.

Mais un espoir reste grand, celui exprimé par le ministre des Affaires étrangères du Maroc, Nasser Bourita, au nom de son pays et partagé par tous.

L'espoir d'un leadership fort et déterminé à la tête de l'Union africaine qui serve les causes nobles du continent et de ses citoyens... Jusqu'à sortir de ces crises et atteindre ce leadership du continent tant souhaité■

Bahia Amrani

Union Africaine

Enjeux majeurs et engagement du Maroc au 38^{ème} Sommet de l'UA à Addis-Abeba

Tous les regards sont tournés vers Addis-Abeba. Et pour cause, la Capitale éthiopienne abrite le 38^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA). Ce conclave qui se tient les 15 et 16 février 2025, intervient à un moment charnière pour l'Afrique.



Une Délégation marocaine de Haut Niveau, présidée par Nasser Bourita, prend part aux travaux du 38^{ème} Sommet de l'Union Africaine.

Le Continent africain fait face à des défis multiples et complexes, dans un contexte régional et international de plus en plus incertain. Dans ce contexte, les Etats africains sont plus que jamais appelés à faire preuve d'union, parler d'une seule voix et regarder dans la même direction, dans le cadre d'une vision et d'objectifs communs. L'atteinte de ces objectifs nécessite l'activation de leviers tous aussi importants

les uns que les autres. En effet, pour que l'Afrique puisse réellement prendre son destin en main, il est nécessaire d'œuvrer en faveur d'une meilleure intégration régionale, notamment sur le plan économique. L'Initiative lancée par SM le Roi Mohammed VI, en 2023, en faveur des Etats africains atlantiques et ceux du Sahel, place cette ambition en tête de ses priorités dans le cadre d'une Vision Royale globale pour une Afrique dynamique, intégrée et qui évolue dans un climat de paix et de stabilité.

L'autre levier capable de libérer la puissance et le potentiel de l'Afrique, se rapporte aux Institutions Panafricaines. C'est le cas de l'Union Africaine (UA) qui a plus que jamais besoin d'amorcer un nouveau départ, du bon pied. Pour jouer le rôle qui est le sien, en faveur de la cohésion, la paix et la prospérité dans le Continent, l'héritière de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) a plus que jamais besoin de sang neuf. Cet impératif figure au cœur du 38^{ème} Sommet de l'UA à Addis-Abeba qui verra le renouvellement des Instances

dirigeantes du Bloc Panafricain.

L'heure de vérité a sonné

Intervenant à la 46ème Session Ordinaire du Conseil Exécutif de l'Union Africaine qui s'est tenue le 12 février 2025, en prélude du Sommet d'Addis-Abeba de l'élection du nouveau leadership de l'Union Africaine, le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger a réitéré la Vision de SM le Roi Mohammed VI selon laquelle le Royaume cherche à donner le leadership à l'Afrique.

A cet égard, Nasser Bourita a relevé que sous la Conduite Royale, le Maroc a fait le choix responsable de participer aux élections pour renouveler les Instances dirigeantes de l'UA, visant à mettre à la disposition de l'Union Africaine les profils les plus qualifiés pour contribuer au rayonnement de cette Institution.

«La participation à cette compétition salubre n'émane pas d'une volonté hégémonique comme certains le laisseraient entendre. Elle est, par contre, le reflet d'un attachement viscéral au Panafricanisme et aux causes nobles du Continent et de ses citoyens», a expliqué le Chef de la Diplomatie marocaine, ajoutant que la participation marocaine à ces élections, reflète la ligne de conduite édictée par SM le Roi Mohammed VI dans son discours du 31 janvier 2017, a ajouté le ministre.

S'agissant de la conception du rôle futur que de l'Union Africaine sera amenée à jouer, Nasser Bourita a souligné que pour mener à bien sa mission dans un contexte marqué par une multitude de défis auxquels l'Afrique est confrontée, l'UA a besoin de leaders capables d'alléger le poids de la bureaucratie qui pèse sur cette Organisation, «de rendre son mode de gestion plus transparent, plus connecté aux réalités africaines et ses actions sur le terrain plus efficaces, et capables de mettre fin au cloisonnement qui empêche la bonne coordination entre ses différents Organes». Et le Chef de la Diplomatie marocaine d'insister sur le fait que «sans un leadership fort et déterminé à la tête de l'Organisation Panafricaine, les objectifs escomptés risquent de rester des vœux pieux».

La course aux postes clés de Président, Vice-président et Commissaires de la Commission de l'Union Africaine (CUA) prend toute son importance de cet impé-

ratif sur lequel le ministre Bourita a insisté lors de son intervention à la Session du Conseil Exécutif de l'Union Africaine (12 février 2025).

Les Statuts de l'UA stipulent que «la CUA est composée du Président, du Vice-Président et des Commissaires, ainsi que du personnel (Acte Constitutif, article 20-Statuts de la Commission, article 2). Il est également précisé que «la Conférence élit le Président et le Vice-Président, tandis que le Conseil élit les Commissaires, qui sont nommés par la Conférence». Enfin, il est précisé que «le Mandat des membres de la Commission est de 4 ans, renouvelable une fois (Statuts de la Commission, article 10). En novembre 2018, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine avait décidé qu'à compter de 2021, la Commission de l'UA sera composée de 8 membres (Président, Vice-Président, 6 Commissaires). Les conditions de sélection des candidats ont également été fixées (représentation régionale équitable, parité hommes-femmes, rotation prévisible, attraction et rétention des meilleurs talents africains, leadership et gestion responsables et efficaces, sélection transparente fondée sur le mérite).

Idem pour l'élection des hauts responsables de la Commission de l'Union Africaine. En 2021 déjà, l'UA avait annoncé que lors du 38ème Sommet de l'UA (Addis-Abeba, 15-16 février 2025), ce scrutin se déroulera, notamment sur la base du principe de rotation interrégionale. Ainsi, la Région Est africaine est tenue de présenter des candidats hommes et femmes à la Présidence de la Commission de l'Union Africaine, tandis que la Région Nord doit présenter des candidats des deux sexes à la Vice-Présidence. Enfin, les trois autres Régions (Centrale, Australe et Ouest Africaine) peuvent présenter au moins deux candidats (une femme et un homme) pour les six portefeuilles de Commissaires. Le Sommet de l'Union Africaine 2025 revêt une importance majeure. Observateurs et Spécialistes des questions africaines sont unanimes pour dire qu'il est primordial de tirer profit de l'énorme potentiel humain dont regorge le Continent africain et les exploits que peut réaliser l'Afrique dans tous les domaines, à condition que les Etats Africain unissent leurs efforts, leurs intelligences et forces au service de l'Afrique. ■

ML



Vice-Présidence de la Commission de l'UA

Latifa Akharbach, un profil qui correspond

Le Sommet Ordinaire de l'Union Africaine 2025 est particulier dans la mesure où cet événement sera marqué par les élections de la présidence et de la vice-présidence de la Commission de l'UA.

Pour la Présidence de la Commission de l'UA, 3 candidats de l'Afrique de l'Est (Région dont c'est le tour de présider la Commission) sont en lice pour succéder à Moussa Faki Mahamat aux commandes de ladite Commission depuis 2017. Il s'agit de Mahamoud Ali Youssef (Djibouti), Raila Odinga (Kenya) et Richard Randriamandrato (Madagascar).

La Course à la Vice-Présidence de la Commission de l'Union Africaine, poste stratégique en charge des Finances et des Ressources Humaines, s'annonce particulièrement disputée avec 4 candidates Nord-africaines devant succéder à Monique Nsanzabaganwa, économiste et femme politique Rwandaise.

Ces candidates sont Latifa Akharbach représentant le Maroc, Najat Elhadjaji de Lybie, l'Egyptienne Hanan Morsy, et l'Algérienne Selma Malika Haddadi.

Présidente de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA), L. Akharbach possède une riche expérience en diplomatie et en gestion institutionnelle.

Ancienne Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères (2007-2012), elle a également été Ambassadrice du Maroc en Bulgarie et en Tunisie. Son parcours académique est tout aussi intéressant, avec une Licence en Journalisme, un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Sciences de l'Information et de la Communication, en plus d'un Doctorat dans la même spécialité.

Il est à souligner que le Maroc préside actuellement le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, son Mandat arrivant à échéance en mars 2025. Il convient également de préciser que l'Algérie n'est pas parvenue à accéder audit Conseil après avoir échoué à obtenir la majorité requise (deux tiers des voix) ■

Initiative Atlantique pour le Sahel

Le projet séduit de plus en plus



L'Initiative marocaine visant à faciliter l'accès des pays du Sahel à la façade Atlantique, fait l'objet depuis son lancement d'une adhésion et d'un plébiscite de plus en plus croissants.

Réunis à Rabat, le 6 février 2025, les Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques, ont mis en avant le caractère multidimensionnel et stratégique de l'Initiative Atlantique pour le Sahel lancée par SM le Roi Mohammed VI, le 6 novembre 2023, à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte.

Les représentants des Institutions parlementaires ayant pris part à ce conclave de haut niveau qui s'est tenu au Siège du Parlement marocain, ont également souligné que l'Initiative Atlantique-Sahel jette les bases d'une coopération Sud-Sud renouvelée.

Lors de cette réunion tenue sous le thème: «Promouvoir un réseau parlementaire pour une Afrique atlantique stable, intégrée et prospère», l'accent a été mis sur le fait que l'Initiative Royale s'inscrit en droite ligne avec le Processus des Etats Africains Atlantiques (PEAA).

Lancé en 2022, sous l'impulsion de SM le Roi Mohammed VI, ce Processus a fait l'objet de 4 réunions ministérielles. La première à Rabat en juin 2022 et la seconde en septembre de la même année à New York. Ledit Processus a été au cœur de deux autres réunions organisées successivement en juillet 2023 dans la capitale du Royaume et en septembre 2024, en marge de la 79ème Ses-

sion de l'Assemblée Générale des Nations-Unies. C'est dire si l'Initiative Atlantique pour le Sahel s'inscrit dans la continuité de la politique africaine du Maroc, porteuse de paix, de stabilité et de prospérité pour le continent.

L'adhésion des Institutions parlementaires se concrétise

Dans cette logique, les Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques ont salué ce qu'ils ont qualifié de rôle central du Royaume en faveur du développement de l'Afrique.

Le Président de la Chambre des représentants du Nigéria, a ainsi affirmé que l'Initiative Atlantique pour le Sahel offre une opportunité inédite pour créer un environnement propice à la croissance économique au niveau de cette région.

Tajudeen Abbas a insisté, à cet égard, sur la nécessité de promouvoir les partenariats public-privé dans l'optique de stimuler le développement des infrastructures, faciliter les échanges transfrontaliers, réduire les barrières bureaucratiques qui entravent le processus d'investissement et améliorer les réseaux maritimes. Pour le responsable nigérian, «les pays africains atlantiques sont appelés à prendre des mesures législatives stratégiques en vue d'aider les pays de la région à valoriser leurs ressources naturelles et à consolider les chaînes de valeur régionales».

T.Abbas a en outre mis l'accent sur le projet de

Gazoduc Nigéria-Maroc (GNM). Pierre angulaire de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest surtout en ce qui concerne l'accès à l'énergie, ce Projet ambitieux qui a atteint des stades avancés. Les Appels d'Offres relatifs au transport de gaz et les Conventions pour l'édification du Pipeline dont la longueur avoisine les 6.000 kilomètres, seraient signés courant de l'année 2025.

Le Président de la Chambre des représentants du Parlement nigérian a d'ailleurs appelé au renforcement de la collaboration entre les pays concernés que traversera le Gazoduc Nigéria-Maroc, afin d'établir les conditions nécessaires à sa réussite. Il a, dans ce sens, plaidé pour la mise en place d'un Réseau parlementaire africain atlantique, devant servir d'espace propice au dialogue, à l'échange de bonnes pratiques et à la coordination des politiques régionales.

Soulignant les retombées positives de l'Initiative Afrique-Atlantique-Sahel, le Président de l'Assemblée Nationale du Sénégal a relevé que la participation de son pays à la Réunion de Rabat (6 février 2025), traduit l'engagement de Dakar à «renforcer l'intégration du Sénégal à cet espace Atlantique stratégique qui constitue une façade essentielle pour le développement économique et la stabilité de l'Afrique». Cet espace, a rappelé El Malick Ndiaye, regroupe la moitié de la population africaine et plus de la moitié du Produit Intérieur Brut (PIB) continental. De ce fait, a-t-il souligné, «l'Initiative Afrique Atlantique représente une opportunité sans précédent pour le Continent», estimant que «les Etats concernés sont appelés à structurer leur coopération pour en faire un levier de croissance partagée et un moteur d'intégration régionale».

Parmi les responsables africains présents à la réunion des Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques, tenue le 6 février 2025 à Rabat, figurait Mohamed Bamba Meguett. S'exprimant à cette occasion, le Président du Parlement mauritanien a insisté sur l'importance de fédérer et conjuguer les efforts des Etats pour promouvoir la paix, la sécurité et la coopération au sein de l'espace atlantique. Pour M. Bamba Meguett, l'Initiative Afrique Atlantique lancée par le Maroc, fera de cet espace «un havre de paix et de stabilité».

La Mauritanie est un maillon important dans l'Initiative Royale pour le désenclavement des pays

du Sahel. Nouakchott semble consciente que ne pas y adhérer équivaudrait à rater un rendez-vous important avec l'histoire et manquer une grande opportunité de développement économique.

Lors de ses entretiens avec SM le Roi Mohammed VI, le 20 décembre 2024 au Palais Royal de Casablanca, le Président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani avait affirmé son adhésion au Projet du Gazoduc Nigéria-Maroc et l'Initiative Atlantique-Sahel.

Idem pour le Président de l'Assemblée Nationale de la République du Congo. Isidore Mvouba a également assuré la volonté de son pays d'apporter sa pierre à l'édifice, en vue de donner corps à l'Initiative Royale. Vital Kamerhe a plaidé, par la même occasion, en faveur de la mutualisation des énergies pour faire face aux défis actuels et futurs auxquels sont confrontés les Etats africains bordant la côte atlantique ainsi que les pays sahéliens enclavés.

Au cours de cette réunion, plusieurs présidents et représentants des parlements des Etats africains atlantiques ont ainsi souligné l'importance de l'Initiative Royale, dans la perspective de concrétiser les objectifs escomptés en termes d'intégration et de complémentarité économique régionale et continentale, avec un focus sur le partenariat Sud-Sud.

Se retrouver pour construire l'avenir

Cette conférence a été inaugurée par le Président de la Chambre des représentants. Dans son allocution d'ouverture, il a mis en lumière l'Initiative Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI, lors du Discours Royal à l'occasion du 48ème Anniversaire de la Marche Verte. Rachid Talbi Alami a expliqué qu'il s'agit d'un projet stratégique avec ses impacts positifs sur le continent africain. L'Initiative Royale permet d'investir dans les potentiels énormes dont disposent les 23 pays côtiers de l'Océan Atlantique.

L'Initiative Afrique Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI, offre une perspective novatrice pour l'intégration du continent, englobant non seulement les nations côtières, mais également les pays enclavés, en particulier ceux du Sahel.

Aujourd'hui, il est nécessaire de coordonner les actions pour permettre à cette Initiative d'atteindre les objectifs escomptés. La réunion des Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques qui s'est tenue au Maroc, le 6 février 2025, entre dans le cadre de la volonté du Maroc de renforcer la solidarité africaine et d'unir les efforts des Etats du continent afin de tirer parti des ressources innombrables que recèle l'Océan Atlantique. ■ **Mohcine Lourhzal**

Vision africaine et atlantique commune Nasser Bourita insiste sur la coordination



Nasser Bourita, ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger

L'action interparlementaire offre un levier majeur pour l'élaboration et la mise en œuvre de l'espace africain atlantique. L'affirmation est venue du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger.

Lors d'une allocution lue en son nom par le Directeur Général des Relations Bilatérales et des Affaires Régionales, Fouad Yazough, Nasser Bourita a insisté sur l'importance de l'action parlementaire comme outil fondamental pour promouvoir une identité africaine atlantique et défendre, d'une seule voix, les intérêts stratégiques des pays de la région, afin de transformer in fine les défis en opportunités pour une prospérité partagée.

Le Chef de la Diplomatie marocaine a souligné que la réunion des Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques à Rabat, amorce un dialogue constructif autour des meilleurs moyens de consolider la sécurité et la stabilité de la façade atlantique africaine en vue d'en faire une région de prospérité partagée.

Dans le même sillage, N. Bourita a rappelé que l'espace atlantique, bien qu'il soit riche en ressources naturelles et en potentialités humaines, demeure confronté à plusieurs défis, principalement ceux liés aux changements climatiques et menaces sécuritaires, outre le manque d'infrastructures et la faiblesse des investissements qui ralentissent le décollage et l'essor de cette région du continent.

A cet égard, il a appelé à agir de concert en vue de renforcer les lignes maritimes à même d'intensifier les flux des échanges et d'atteindre l'efficacité en termes de coûts de transport et d'adopter une approche participative visant à unifier les efforts pour développer les capacités des pays de l'espace atlantique.

Nasser Bourita a conclu en affirmant que la façade Atlantique africaine est un creuset où se mêlent enjeux stratégiques et atouts économiques, constituant ainsi des facteurs encourageants pour transformer cet espace commun en un pôle stratégique et économique. ■

Parlements des Etats Africains Atlantiques La Déclaration de Rabat adoptée



La Réunion des Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques a été sanctionnée par l'adoption de la Déclaration de Rabat.

A travers cette Déclaration, les participants ont unanimement salué deux projets majeurs portés par le Maroc, à savoir le gazoduc Nigeria-Maroc et l'initiative d'accès des Etats du Sahel à l'Océan Atlantique.

Le Document a également souligné les défis pressants auxquels le continent est confronté, notamment les mouvements séparatistes, le terrorisme, l'extrémisme violent et les conflits transfrontaliers. Toutefois, les dirigeants ont mis en avant les immenses potentialités de l'Afrique, en particulier ses vastes terres arables, ses ressources minières et son potentiel énergétique stratégique pour l'industrie mondiale et les technologies de pointe.

Dans ce contexte, la déclaration appelle à l'établissement de partenariats économiques justes et équilibrés, fondés sur l'intérêt mutuel. Il s'agit de promouvoir la renaissance africaine à travers des investissements ciblés, le transfert de technologies, le développement des compétences et le partage des connaissances.

Pour une coopération structurée et coordonnée Afin d'assurer le suivi des engagements pris, les signataires de la Déclaration de Rabat ont annoncé la création d'un Réseau parlementaire des Etats africains atlantiques. Ce réseau sera doté d'un secrétariat technique chargé de coordonner les initiatives et de veiller à la mise en œuvre des projets. Les pays représentés à cette rencontre ont aussi exprimé leur volonté de transformer leur littoral atlantique en un pôle international d'investissement, de services et de tourisme, affirmant ainsi leur ambition de faire de cette région un moteur de développement pour l'ensemble du continent.

La Déclaration de Rabat se conclut sur un appel à la confiance mutuelle entre les nations africaines. «L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique». Ce principe fondamental auquel SM le Roi Mohammed VI n'a eu de cesse d'appeler, est accompagné d'une invitation à privilégier le dialogue et les moyens pacifiques pour résoudre les différends. Les participants ont également insisté sur la nécessité de promouvoir le Processus des Etats africains atlantiques sur la scène mondiale, afin d'attirer les investissements notamment de la part des institutions financières et des entreprises internationales. ■

Maroc-Afrique Atlantique-Sahel Investir dans l'avenir c'est au bénéfice de tous !

L'isolement économique persistant de la région du Sahel représente l'un des défis de développement les plus urgents de l'Afrique.



Cette vaste étendue de pays enclavés, dont le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, est confrontée à des obstacles importants

qui empêchent son intégration au marché mondial.

S'appuyant sur une vision globale de l'espace atlantique, le Maroc ambitionne de reconnecter le Sahel aux chaînes d'approvisionnement mon-

diales à travers son Littoral Atlantique. Cette vision, formalisée dans l'Initiative Atlantique pour le Sahel, annoncée le 6 novembre 2023 par SM le Roi Mohammed VI, s'appuie sur une approche qui vise à favoriser la

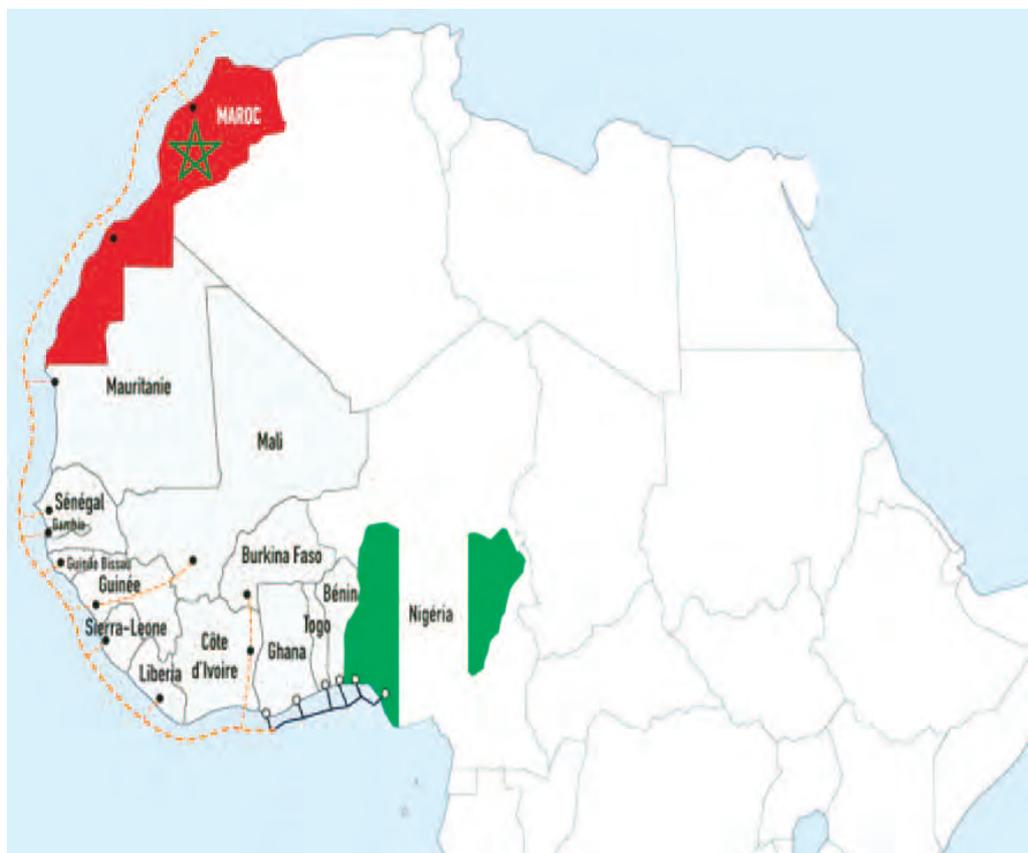
coopération et la solidarité régionales dans le cadre d'un développement partagé.

Vers une intégration efficace de l'espace sahélo-saharien

Au cœur de l'Initiative Royale, figure un élément clé à savoir le Port Dakhla Atlantique. Cette infrastructure portuaire en devenir est conçue pour traiter de gros volumes de marchandises et servir de passerelle vitale pour les pays d'Afrique Atlantique et ceux enclavés du Sahel, désireux d'accéder aux marchés mondiaux. Avec un démarrage des activités prévu fin 2029, ce hub portuaire en devenir qui a pour vocation de relier l'Afrique aux flux mondiaux via le Maroc, illustre l'engagement fort du Maroc en faveur du développement de nouveaux modèles régionaux d'intégration économique.

Construit sur le site de Ntirift à 70 kilomètres au Nord de Dakhla, ce nouvel espace portuaire comportera 3 composantes essentielles, à savoir un port commercial, un port de pêche côtière et hauturière et une plateforme dédiée à l'industrie navale. Dakhla Atlantique permettra, à terme, d'accompagner le développement au niveau de la Région tout en renforçant la place des Provinces du Sud du Royaume, en tant que véritable hub économique. Il constituera un point de jonction entre l'Europe et l'Afrique et même un point d'entrée vers l'Afrique pour l'Amérique aussi bien du Nord que du Sud.

Dans le cadre de la matérialisation de l'Initiative Afrique Atlantique, d'autres projets structurants ont été lancés par le Maroc. Parmi ces projets d'envergure, figure l'Autoroute Tiznit-Dakhla. D'une longueur dépassant 1.055 kilomètres, pour un montant de plus de 8,5MMDH, cette nouvelle Autoroute vise à doter les Provinces du Sud du Royaume, d'une infrastructure routière répondant aux normes internationales en la matière. Il s'agit également de faciliter le transport des marchandises vers et depuis les villes traversées par cette voie express (Tiznit, Guelmim, Tantan, EL Ouatia et Laâyoune), tout en améliorant leur connexion avec le



reste du Royaume mais aussi avec l'Afrique subsaharienne. A l'heure où ces lignes sont écrites, le dernier tronçon de cette voie-express est entièrement achevé et ouvert à la circulation. Le ferroviaire constitue également un axe prioritaire qui renforcera l'impact de l'Initiative marocaine. Après le Train à Grande Vitesse (TGV) Al Boraq reliant les villes de Casablanca à Tanger en passant par Rabat et Kenitra, opérationnel depuis 2018, le Royaume tout en poursuivant la modernisation de son réseau de Rails, ambitionne de lancer une ligne ferroviaire entre Tanger et Lagouira, ce qui permettra de relier le Nord du Royaume aux Provinces du Sud et au reste de l'Afrique.

Le Gazoduc Nigeria-Maroc (GNM), également appelé Pipeline Afrique-Atlantique constitue une autre pierre angulaire de l'Initiative Atlantique. Cet ambitieux projet énergétique permettra de relier le Nigeria au Maroc et à l'Europe par le biais d'un réseau gazier de plus de 5.000 kilomètres, couvrant 16 pays, dont la plupart bordent la côte Atlantique. L'importance stratégique du GNM est amplifiée par

l'intérêt croissant du vieux Continent pour la diversification de ses sources d'approvisionnement en gaz, en particulier dans un contexte d'incertitudes entourant les réseaux de transits gaziers traditionnels, surtout depuis le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne en février 2022. Au-delà de son rôle dans le transport de gaz naturel, le Gazoduc Nigeria-Maroc revêt une importance plus large, offrant des opportunités de développement économique, social et industriel le long de son tracé.

Ce Pipeline permettra de réduire les coûts de transport du gaz naturel, facilitant ainsi les échanges commerciaux. Les Etats producteurs pourront y injecter leur production et les importateurs pourront satisfaire leurs besoins énergétiques. Dans un deuxième temps, l'acheminement pourrait se faire jusqu'en Europe. Il constituerait ainsi un axe économiquement structurant pour toute l'Afrique de l'Ouest. Le GNM permettra également le développement d'industries connexes le long de son tracé, notamment ceux liés à la maintenance.

Au micro du Reporter

Abdelfattah Naoum, Professeur des relations internationales à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech

«Les littoraux sont le siège de dynamiques puissantes qui reflètent les processus d'intégration Nord-Sud et Sud-Sud».



«L'Initiative Afrique Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI le 6 novembre 2023, renforcera la coopération Sud-Sud basée sur un partenariat gagnant-gagnant.

Cette Initiative Royale permettra de tirer profit de l'énorme potentiel de développement au niveau de l'Océan Atlantique africain, en explorant les voies d'intégration régionale dans cet espace qui offre des perspectives prometteuses pour le continent et sa prospérité socio-économique.

La Vision Royale pour l'Atlantique et le Sahel, s'inscrit dans la droite ligne de la politique africaine adoptée par le Maroc et qui vise principalement à rompre l'isolement des pays du Sahel, sachant qu'un tiers des pays du Continent africain ne dispose pas de façade maritime.

L'Initiative marocaine basée sur la mise à disposition des infrastructures nationales et des potentialités du Royaume au profit des pays du Sahel, ouvre de nouveaux horizons avec de nouvelles destinations économiques, notamment en Europe Atlantique, en Amérique du Nord et du Sud. L'approche Royale pour le développement du Littoral Atlantique africain fait partie d'une Vision portée par le Souverain depuis plusieurs années déjà, qui a pour ambition de créer un espace de progrès, de prospérité et de progrès partagés incluant les 23 pays qui bordent la façade Atlantique de l'Afrique, sachant que les littoraux sont le siège de dynamiques puissantes, qui reflètent les processus d'intégration Nord-Sud et Sud-Sud».





Impacts et opportunités à saisir

Pour les pays enclavés du Sahel, l'Initiative Afrique Atlantique apporte des avantages immenses. Le Mali, à titre d'exemple, dont l'économie repose en grande partie sur les exportations d'or, de coton et de bétail, les avantages d'une telle Initiative résident dans le fait qu'elle permettra à ce pays de réduire considérablement ses coûts de transport. Un meilleur accès aux ports grâce au cadre économique de l'Initiative Afrique Atlantique renforcerait ainsi la compétitivité des secteurs minier et agricole du Mali, en s'appuyant sur la vision marocaine de connectivité transcontinentale. Les secteurs de l'uranium et du pétrole brut du Niger ont tout à gagner de l'amélioration des voies d'exportation et de la réduction des coûts de transport. Les limitations actuelles de l'accès aux ports, aggravées par le retrait du pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), ont

entravé sa capacité à tirer pleinement parti de ses ressources naturelles. L'Initiative Afrique Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI, offre non seulement des voies commerciales alternatives, mais aussi la possibilité de développer de nouvelles capacités industrielles le long de ces corridors.

Comme au Mali, les secteurs de l'or et du coton du Burkina Faso bénéficieraient d'un accès simplifié aux marchés mondiaux grâce aux réseaux maritimes et de transport envisagés dans le cadre de l'Initiative du Maroc visant à favoriser l'accès des pays du Sahel à la façade Atlantique. Un meilleur accès à l'énergie favoriserait le développement d'activités à valeur ajoutée dans le secteur agricole, transformant la position du Burkina Faso dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Malgré son isolement géographique, le Tchad pourrait tirer parti de cette Initiative marocaine. En effet, une meilleure connectivité aux marchés mondiaux réduirait la dépendance de N'Djamena à l'égard des voies et axes commerciaux traditionnels jugés onéreux.

L'impact potentiel de l'Initiative marocaine va bien au-delà des avantages immédiats. Ce projet ambitieux peut servir de catalyseur à une intégration régionale plus large en créant de nouveaux corridors économiques et en facilitant l'augmentation des flux commerciaux. Ce faisant, l'Initiative Royale s'inscrit dans une vision plus large d'un espace atlantique harmonisé dans le cadre d'une coopération Sud-Sud renforcée.

En outre, cette Initiative contribuera à renforcer la sécurité régionale, le développement de voies commerciales plus sûres donnant lieu à une réduction considérable du commerce illicite. Les opportunités économiques générées grâce à l'Initiative Afrique Atlantique pourraient, selon plusieurs experts, offrir des alternatives viables aux activités informelles qui prospèrent actuellement dans plusieurs régions et zones au niveau du

Continent africain.

L'Initiative Afrique Atlantique offre aussi d'importantes possibilités de transfert de connaissances. L'expertise du Maroc en matière de gestion portuaire, de développement des énergies renouvelables et d'exploitation des infrastructures en tout genre, peut être partagée avec les pays partenaires. Cela est particulièrement pertinent pour la Mauritanie, qui est en mesure de renforcer ses capacités maritimes et logistiques grâce à une coopération étroite avec le Maroc.

Ce projet Royal arrive au moment où les structures économiques régionales connaissent des changements profonds. Le succès avéré du Maroc dans l'expansion de son empreinte économique à travers l'Afrique souligne le potentiel de nouveaux modèles d'intégration Régionale. Ce projet ambitieux illustre comment une action régionale coordonnée peut répondre à des défis communs tout en ouvrant de nouvelles opportunités de croissance.

Bon nombre d'observateurs estiment que le succès de l'Initiative Afrique Atlantique est tributaire principalement du degré de coopération et d'engagement de l'ensemble des parties prenantes. Alors que le Sahel traverse des changements géopolitiques, complexes, cette approche de développement offre une voie sûre, capable de corriger la trajectoire de développement de toute une Région pour les décennies à venir.

Parmi les acteurs essentiels de l'Initiative Royale visant à favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, figure la Mauritanie qui a un double rôle à jouer en tant que partenaire clé et bénéficiaire majeur de ce projet porteur d'espoir pour l'Afrique. De par sa situation stratégique entre le Maroc et le Sahel, Nouakchott a un rôle clé à jouer pour contribuer à la concrétisation de cette connectivité régionale que promeut le Maroc, grâce à l'Initiative Afrique Atlantique Sahel. ■

Mohcine Lourhzal



Maroc-Mauritanie Plus que jamais l'union fait la force

A l'intersection entre l'Afrique du Nord et Subsaharienne, la Mauritanie se révèle être un partenaire important pour la concrétisation de l'Initiative Afrique Atlantique-Sahel lancée par SM le Roi Mohammed VI.

Dans cette logique, la complémentarité entre Rabat et Nouakchott s'articule autour d'une vision claire qui ambitionne d'établir des chaînes de valeur régionales tout en consolidant les infrastructures de connectivité.

Pour une nouvelle coopération porteuse

L'Initiative marocaine repose sur des projets tangibles visant à améliorer les infrastructures, à dynamiser les échanges commerciaux et à établir des partenariats stratégiques. Les entretiens entre SM le Roi Mohammed VI et le Président mauritanien Mohamed Ould

Cheikh El Ghazouani, le 20 décembre 2024 au Palais Royal de Casablanca, incarne un rapprochement et une détermination de la part de la Mauritanie, à avancer main dans la main avec le Maroc, dans le cadre d'un partenariat raffermi tourné vers l'avenir. Cette dynamique, offre à Nouakchott une occasion de développement pro-



metteuse à saisir, notamment à travers l'Initiative Afrique Atlantique-Sahel qui permettra de désenclaver le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad en leur offrant un accès à la Façade Atlantique et donc au commerce international. La Mauritanie est attendue sur son adhésion à ce projet qui façonnera l'avenir de la région ouest-africaine tout en permettant aux Etats Sahéliens de sortir de leur isolement et s'inscrire dans une véritable dynamique de co-développement.

Le courant passe entre Rabat et Nouakchott

Le 4 février 2025, Rabat et Nouakchott scellaient un Accord pour établir une interconnexion électrique. Signé à Nouakchott par le Directeur Général de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE) et le patron de la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC), ce nouveau partenariat entre le Maroc et la Mauritanie jette les

fondations d'un projet énergétique de grande envergure sur le continent.

Cet accord a été signé moins de deux semaines après la visite au Maroc du ministre mauritanien de l'Energie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, au cours de laquelle le responsable mauritanien a rencontré son homologue marocain, Leila Benali. L'objectif consiste à stabiliser les réseaux électriques des deux pays et à optimiser l'approvisionnement en électricité de la Mauritanie. Ce projet transcende le cadre d'une simple coopération bilatérale, s'inscrivant dans une dynamique régionale plus vaste, touchant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et au-delà.

L'axe Rabat-Nouakchott se présente aujourd'hui, comme la pierre angulaire d'un ambitieux projet électrique régional, visant près de 500 millions d'habitants. A l'image du Réseau Synchronisé d'Europe Continentale, la Région de l'Afrique de l'Ouest, englobant les pays du Sahel, le Sénégal, la Mauritanie, le Maroc et l'Europe, pourrait ainsi se doter d'un réseau électrique interconnecté des plus fiables.

Parallèlement à l'interconnexion électrique Maroc-Mauritanie, un autre projet énergétique d'envergure unit le Maroc et la Mauritanie. Il s'agit du Gazoduc Afrique-Atlantique qui vise à favoriser une intégration énergétique régionale.

La coopération maroco-mauritanienne repose aussi sur le domaine sécuritaire. La Région Sahélo-Saharienne et les Etats africains atlantiques sont confrontés à des défis sécuritaires énormes, notamment le terrorisme, le trafic illicite et les migrations irrégulières.

La Mauritanie, grâce à sa position géographique et son engagement dans des initiatives régionales, occupe une place prépondérante dans la quête de stabilisation de cette Zone. Parallèlement, le Maroc met à profit son expertise en matière de formation sécuritaire et de coopération militaire pour renforcer les efforts déployés par la Mauritanie dans ces domaines.

En novembre 2024 et sur Instructions de SM le Roi, Chef Suprême et Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales (FAR), le Général de

Corps d'Armée, Mohammed Berrid, Inspecteur Général des FAR et Commandant la Zone Sud, coprésidait avec le Général de Division El Mokhtar Bolle Chaabane, Chef d'Etat-Major des Armées de la République Islamique de Mauritanie, la 5ème Réunion de la Commission militaire mixte maroco-mauritanienne.

Lors de cette réunion, les deux responsables militaires ont dressé le bilan de l'année 2024 et arrêté les activités à inscrire dans le programme de coopération sécuritaire et militaire entre les deux pays, pour l'année 2025. Ce programme porte, principalement, sur la sécurité aux frontières entre les deux pays et la lutte contre l'immigration clandestine et toutes les formes d'activités transfrontalières illicites.

Plus de 70% des importations mauritaniennes proviennent du Maroc. Les exportations du Royaume vers la Mauritanie sont composées, principalement de produits agro-alimentaires. L'Ambassadeur du Maroc à Nouakchott a récemment indiqué que le Royaume est le 1er investisseur africain en Mauritanie. Conscients de la place qu'occupe le Maroc en tant que partenaire économique et commercial de premier plan, les autorités mauritaniennes ont décidé début février 2025, d'accorder un visa à entrées multiples valable 3 mois aux transporteurs routiers professionnels marocains opérant dans le transport routier international entre le Maroc et la Mauritanie.

Lors d'une précédente réunion avec son homologue mauritanien, le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger, Nasser Bourita, avait affirmé que «la Mauritanie a sa place, son rôle et elle est un acteur essentiel dans cette initiative, conformément à la vision de SM le Roi Mohammed VI».

Entre le Maroc et la Mauritanie, les relations de coopération bilatérales vont en se consolidant conformément à la volonté des Chefs d'Etat des deux pays. L'ambition est de faire en sorte que Rabat et Nouakchott aillent encore plus loin dans ce processus de construction d'un avenir commun. ■

ML



Moussaoui Ajlaoui

EXPERT DES QUESTIONS GÉOSTRATÉGIQUES,
PRÉSIDENT DU CENTRE D'ETUDES POUR L'AFRIQUE
ET LE MOYEN-ORIENT

«Sur les 23 pays du continent africain ayant une ouverture sur l'Océan Atlantique, 11 disposent de représentations consulaires à Laâyoune et Dakhla»

Dans cet entretien, Moussaoui Ajlaoui explique l'importance de la Réunion des Présidents des Institutions parlementaires des Etats africains atlantiques pour la mise en œuvre de l'Initiative Sahel-Afrique Atlantique. Pour cet expert des questions géostratégiques et Président du Centre d'Etudes pour l'Afrique et le Moyen-Orient, l'Initiative Royale permettra notamment aux pays enclavés du Sahel d'aborder l'avenir avec assurance et sérénité dans le cadre d'une vision globale sans cesse défendue par le Maroc, qui pousse au leadership de l'Afrique.

Les Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques étaient en conclave le 6 février 2025 au Siège du Parlement marocain à Rabat. L'Initiative Afrique Atlantique lancée par SM le Roi Mohammed VI, le 6 novembre 2023, était au cœur des discussions. Quel regard portez-vous sur cette réunion et les principales conclusions qui en ont découlé?

La réunion des Présidents des Parlements des Etats africains atlantiques, tenue le 6 février 2025 à Rabat et la Déclaration finale qui en a découlé, s'inscrivent dans le cadre d'une volonté commune d'assurer un avenir meilleur pour l'Afrique.

Lors de cette rencontre dont deux pays se sont absentés, à savoir l'Afrique du Sud et Namibie, il a été convenu de créer un Réseau des Parlements Africains de la Façade Atlantique. Cette structure devra contribuer, à travers des propositions concrètes, à l'édification d'une Afrique Atlantique stable, intégrée et prospère. L'espace Afrique Atlantique est appelé à relever de nombreux défis liés principalement à la paix, la stabilité et au développement de manière générale. C'est aussi une région qui a ses particularités géographiques dans la mesure où elle est ouverte sur les pays de l'Amérique latine.

L'idée même d'œuvrer pour le développement de l'Afrique Atlantique et du Sahel remonte à 2009. En 2013, SM le Roi Mohammed VI avait adressé un Message dans ce sens, aux participants au Forum Transatlantique du Leadership, dans lequel le Souverain avait notamment souligné que le Maroc accorde un intérêt particulier à la question du développement et de la stabilité du Sahel et du continent africain dans sa globalité, notamment en la prémunissant contre les dangers du terrorisme et de l'extrémisme violent

Pourquoi le Maroc accorde-t-il une telle importance à l'Afrique Atlantique et au désenclavement des Etats du Sahel?

L'Initiative Afrique Atlantique traduit une volonté sincère en faveur d'un développement socio-économique qui doit aller de pair avec la stabilité

La phrase

«L'Afrique Atlantique m...
de la population africa...
et 55% du Produit Int...

et la sécurité sous toutes ses formes, au niveau de ce vaste espace géographique.

L'Afrique Atlantique regroupe 23 pays, représente 46% de la population africaine, 57% du commerce continental et 55% du Produit Intérieur Brut du Continent.

Cet espace géographique recèle des richesses naturelles considérables. Rien qu'au niveau du Golfe de Guinée, les réserves pétrolières avoisinent les 24 milliards de barils. C'est pour vous dire l'importance et le rôle central que peut jouer l'Afrique Atlantique dans le développement régional, sachant que l'Afrique Atlantique s'étend de Tanger au Cap de Bonne-Espérance, couvrant ainsi 50% du continent africain.

Il serait judicieux d'intégrer l'Initiative Royale pour l'Afrique Atlantique à la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine qui ambitionne à terme, de créer un marché commun continental africain, tout en permettant la libre circulation des personnes, des capitaux, des marchandises et des services entre les Etats membres de la ZLECAF.

A travers le dialogue politique et grâce à son expertise et son savoir-faire notamment dans le domaine de l'économie bleue, le Maroc peut jouer le rôle de locomotive qui tirera vers le haut, l'ensemble de la région sahélo-atlantique.

Il convient de rappeler que la première réunion des Etats africains atlantiques qui s'était tenue le 8 juin 2022 à Rabat, avait été couronnée par une décision lourde de sens. En effet, à l'issue de cette rencontre, il a été annoncé la réactivation du Secrétariat Général permanent de la Conférence des Etats Africains Atlantiques et l'installation de son Siège dans la capitale du Royaume.

Cette décision émane de la considération et l'estime dont jouit le Maroc, grâce aux multiples initiatives lancées par le Souverain en faveur du continent africain. Ce qui renforce davantage la place du Royaume au sein du Continent, c'est que toutes ces initiatives ont été transformées en actions concrètes et ne sont pas restées lettre morte.

Tout cela fait que l'Initiative Royale visant à

donner accès au pays du Sahel africain à l'Océan Atlantique ne peut qu'être plébiscitée pour des raisons objectives.

L'Initiative Atlantique Royale ne peut être dissociée du projet de Gazoduc Nigeria-Maroc qui constitue un véritable vecteur de développement économique et de coopération régionale.

A noter que sur les 23 pays du continent africain ayant une ouverture sur l'Océan Atlantique, 11 disposent de représentations consulaires à Laâyoune et Dakhla. A travers l'Initiative Atlantique, le Maroc démontre que c'est un Etat qui propose des projets capables d'apporter la prospérité et la stabilité.

Les actions du Royaume en faveur de l'Afrique sont également palpables au niveau des Institutions et Organismes africains, notamment l'UA. Le 38ème Sommet de l'Union Africaine qui se tient les 15 et 16 février 2025 à Addis-Abeba en Ethiopie. Ce Sommet sera marqué par l'élection d'un nouveau Président et Vice-président de la Commission de l'UA. Latifa Akharbach est la candidate au nom du Royaume du Maroc, à ce poste de vice-Présidence.

Il existe aujourd'hui une conviction quasi-générale que le Polisario n'a aucune place au sein de l'Union Africaine, dans la mesure où sa présence au sein de l'UA ne repose sur aucun fondement politique, juridique, ni même éthique ou moral. Au sein de l'Union Africaine, seuls 11 des 54 pays membres reconnaissent la fantomatique «rasd». Il est donc évident que le moment est venu de chasser ce virus qui doit son existence et sa survie à l'Algérie.

Nombreux sont les observateurs qui estiment que la Mauritanie est un acteur essentiel de l'Initiative Royale visant à favoriser l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique. Quels sont les enjeux de l'adhésion de Nouakchott à ce projet visionnaire?

Les relations internationales sont basées sur la

défense des intérêts nationaux et chaque pays veille à défendre les siens. En ce qui concerne la Mauritanie, je pense que la reconnaissance de l'Espagne et de la France de la Marocanité du Sahara a donné lieu à une prise de conscience de la part des dirigeants mauritaniens, que les ??? sont véritablement en train de changer et qu'il est plus judicieux de rejoindre le Maroc et d'adhérer aux initiatives qu'il propose, notamment celle de l'Afrique Atlantique.

N'en déplaise à Saïd Chengriha et au Président de façade, Abdelmajid Tebboune, la République de Mauritanie finira par se ranger du bon côté de l'Histoire.

Aujourd'hui, le Maroc constitue le principal fournisseur de la Mauritanie en Afrique. La quasi-totalité des fruits et légumes écoulés sur le marché mauritanien provient du Royaume, principalement à travers le passage frontalier d'El Guergarate. La rencontre entre SM le Roi Mohammed VI et le Président Mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, le 20 décembre 2024 et l'Accord d'interconnexion électrique entre les deux pays, signé en janvier 2025 à Nouakchott, témoigne de la volonté des deux pays d'aller de l'avant et de renforcer leur coopération bilatérale. Entre le Maroc qui multiplie les actions diplomatiques et initiatives constructives et le Régime algérien qui se met tout le monde à dos tout en étant une véritable force de nuisance, la balance penche toujours en faveur du Royaume et de la Diplomatie Royale, visionnaire et avant-gardiste dans tous les domaines.

De nos jours, l'environnement africain aspire à la stabilité et à la paix. Ce n'est pas avec l'Algérie qu'une telle ambition se concrétisera. L'attitude de la junte militaire au pouvoir dans ce pays riche mais sous-développé, porte préjudice au Peuple algérien et à personne d'autre.

Dans un contexte de bouleversements et de mutations géopolitiques qui n'épargnent aucune région du monde, les Etats dotés de bon sens, réévaluent leurs alliances.

L'Initiative Atlantique pour le Sahel est un projet prometteur pour une région qui a le droit et les capacités de se prendre en main et voler de ses propres ailes, loin de la tutelle occidentale. Le Maroc se présente comme un partenaire crédible et fiable à l'échelle régionale, dans le cadre d'une coopération Sud-Sud apte à répondre aux défis actuels et futurs de l'Afrique■

Propos recueillis par Mohcine Lourhzal

regroupe 23 pays, représente 46% de la population africaine, 57% du commerce continental et 55% du Produit Intérieur Brut du Continent»

Séisme d'Ouezzane

Quand la terre a tremblé au Nord d



Commune Brikcha, l'épicentre du séisme d'Ouezzane

Grosse panique parmi les citoyens. Ce lundi 10 février 2025, à 23h48 mn, la terre a tremblé. Une secousse a été ressentie dans plusieurs villes du Royaume. D'après les autorités locales, aucun dégât ni victime n'ont été signalés à la suite de ce tremblement de terre de magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter.

Les images tragiques du tremblement de terre d'Al Haouz, survenu le 8 septembre 2023, restent encore ancrées dans les esprits. Ce séisme dévastateur avait fait état de 2.960 morts, de 6.125 blessés et des villages entiers s'étaient effondrés, laissant des milliers de familles sans abri. Le nouveau tremblement de terre de magnitude 5,2 qui a frappé le nord du pays a provoqué la frayeur des habitants de plusieurs provinces, un an et demie après un séisme meurtrier dans la région de Marrakech.

«Alors que je m'apprêtais à dormir. J'ai senti une secousse. C'était une très faible secousse. Mais j'ai compris que c'était un séisme. C'était pour quelques secondes. Toute la famille l'a également senti. Je suis resté sans voix au début. Mais j'ai décidé de descendre -avec ma famille- dans la rue», raconte Houssine, un jeune Casablancais. «Dans la rue, poursuit-il, rien ne peut nous tomber dessus».

«Je travaillais sur mon pc. Puis j'ai senti que le bureau tremblait. J'ai pensé que c'était peut être l'effet du vertige, mais j'ai vu que la lampe tremblait aussi. J'ai alors compris que c'était

bien un tremblement de terre», témoigne Mohamed, un autre Casablancais. «Si l'amplitude était plus forte, toutes les constructions seraient maintenant tombées. Hamdoulillah, la secousse a été courte, et de moindre intensité», dit encore Mohamed, qui habite au quartier de Ain Chock.

Des amis et des proches, poursuit-il, m'ont appelé de Meknès et m'ont dit qu'ils ont, eux-aussi, senti la secousse. Mais «hamdoulillah, pas de dégâts», m'ont-ils rassuré.

Comme des milliers de Casablancais, à la suite de la secousse qui a secoué plusieurs villes du Royaume, peu avant minuit, lundi 10 février 2025, de nombreux citoyens ont senti la secousse dans plusieurs villes au Maroc. A Rabat, El Jadida, Kenitra, Témara, Tanger, Tétouan, Fnideq, Mohammedia, Fès, Larache, Sidi Slimane, Sidi Yahya, Salé, Ksar Kebir, Chefchaouen, Meknes, Nador, ou encore à Ouezzane, la peur a poussé certains à quitter leurs maisons pour se réfugier dans la rue, avec leurs

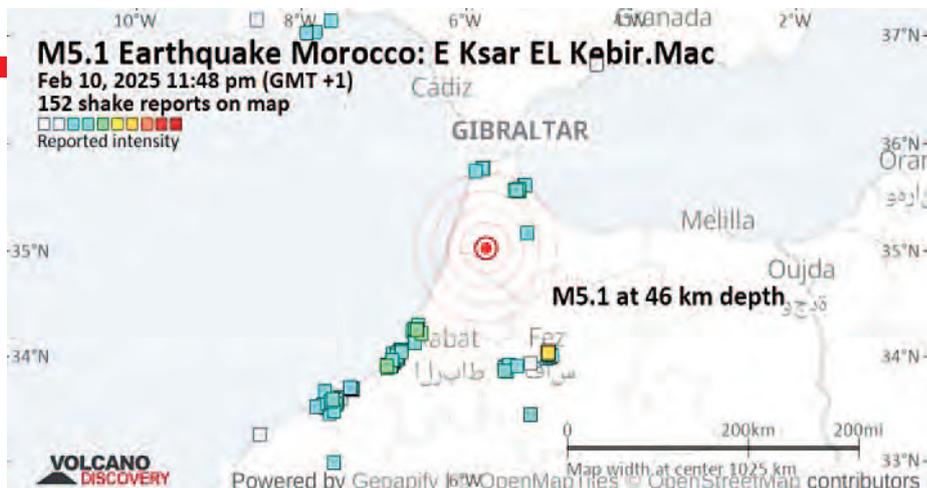
u Maroc...

enfants.

Au moment même de ce nouveau séisme, publications, vidéos et photos étaient partagés quasi instantanément sur les réseaux sociaux. Une vidéo qui tourne en boucle montre les clients d'un café, à Ksar elle Kébir, qui se lèvent précipitamment pour s'enfuir. Des vidéos, postées par des habitants de différentes régions, montrent des familles installées sur des terrains vagues. Au bout d'une heure, beaucoup se décident à rentrer chez eux.

Selon les informations postées sur les réseaux sociaux par des citoyens et des youtubeurs, il n'y avait pas de dégâts malgré la peur qui a poussé certains à quitter leurs maisons par crainte de nouvelles répliques. «La secousse est faible à Casablanca. Mais il faut éviter de se tenir près des immeubles. On ne sait jamais si une autre secousse plus forte survient», conseille un youtubeur de Casablanca, lequel était en live au moment même où le tremblement de terre a frappé.

Dans d'autres villes du nord, telles Ksar el Kébir ou Ouezzane, les habitants ont senti la secousse beaucoup plus au point où les habitants se sont réfugiés dans les rues. On voit d'ailleurs sur l'une des vidéos postées par des youtubeurs de ces deux régions «le plafond trembler, les murs et les portes aussi». «A Ouezzane, les gens sont affolés. La secousse est très forte»,



lancent ces mêmes youtubeurs.

Les détails officiels de ce nouveau tremblement de terre qui a semé la panique parmi les citoyens seront annoncés une heure après. Si le tremblement de terre a été ressenti dans plusieurs villes du pays, son épicroentre a été localisé à 269 km, à près de 3h 42mn de route de Casablanca, dans la commune de Brichka dans la province de Ouezzane. L'onde sismique est partie de cette commune qui compte environ 8000 personnes. Elle s'est propagée à travers plusieurs villes du pays. De Tanger à Casablanca, en passant par Salé, Rabat et Casablanca, les populations ont ressenti ce mouvement tellurique dont l'épicroentre se situait à 20 kilomètres de profondeur. La magnitude du séisme est de 5,2 sur l'échelle de Richter. L'Institut national de géophysique (ING) a confirmé l'information, précisant les coordonnées exactes de l'épicroentre : 34.954 degrés de latitude Nord et 5.635 degrés de longitude ouest. Le séisme aurait été ressenti dans les localités environnantes, suscitant l'inquiétude parmi les habitants de cette région connue pour son activité sismique modérée. Toutefois, aucun rap-



BULLETIN D'ALERTE SISMIQUE
Détermination préliminaire

LE RESEAU NATIONAL DE SURVEILLANCE ET D'ALERTE SISMIQUE A ENREGISTRE LA SECOUSSE TELLURIQUE SUIVANTE :

DATE	16/02/2025
HEURE D'ORIGINE	23 H 48 MIN 43 SEC (GMT +1)
MAGNITUDE	5,2 (EHELLE DE RICHTER)
LATITUDE	34,954 °N
LONGITUDE	5,635 °W
PROFONDEUR	26 KM

L'ÉPICOENTRE EST SITUÉ DANS LA COMMUNE DE BRICHKA, PROVINCE OUEZZANE.

NEB SECOSSE RESSENTIE :

CHERCHEUR CADRE EN ASTRONOME SISMIQUE : JARJOUR NACER
SIGNATURE :

INSTITUT NATIONAL DE GÉOPHYSIQUE, ANASSER AVENUE ALAL EL FASSATE AVENUE DES FAR
QUARTIER DES FARAVAD
TEL: 052730934, 052731451

Province d'Ouezzane Aucun dégât après le tremblement de terre

Le ministre de l'Équipement et de l'Eau a affirmé mardi 11 février que le tremblement de terre ayant frappé la région d'Ouezzane d'une magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter, lundi 10 février, peu avant minuit, «n'a provoqué, jusqu'à présent, aucun dommage, ni aux infrastructures routières, ni aux installations hydrauliques». Dans un communiqué, le départe-



ment de l'Équipement a précisé qu'après ce séisme, dont l'épicroentre se trouvait dans la commune de Brikcha dans la région d'Ouezzane, ses équipes ont accompli des patrouilles afin de remarquer l'ampleur de l'impact de cette secousse sur le réseau

routier et les ouvrages d'eau de cette province et des zones voisines, ajoutant qu'aucun dommage n'a été enregistré au niveau des infrastructures routières ou des ouvrages d'eau ■

port faisant état de dégâts matériels importants ou de blessures n'a été signalé, selon les autorités locales.

Notons enfin que les sites mondiaux spécialisés dans les séismes ont d'abord rapporté une magnitude de 4,1 sur l'échelle de Richter pour le tremblement de terre, avec son épicroentre situé dans la zone de Tatoft, entre Ouazzane et Ksar El Kébir. Cependant, cette mesure a été réévaluée à deux reprises, d'abord à 4,7 puis à 5,1 sur l'échelle de Richter avant l'annonce officielle de l'ING. ■

N.Chერი



Nacer Jabour

DIRECTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL
DE GÉOPHYSIQUE (ING)

«Le séisme d'Ouezzane reste un choc isolé»

Ce que révèle à Le Reporter Nacer Jabour, directeur de l'Institut National de Géophysique (ING).

Le nouveau séisme qui a frappé lundi 10 février le nord du Maroc, notamment Ouezzane est-il inquiétant pour vous ?

Non, il n'est pas inquiétant. Sur la base de ce qu'on a comme historique de cette région, il n'est pas inquiétant. Nous avons déjà vu dans la région des séismes de cette taille, mais qui n'ont pas été suivis de répliques. Ouezzane a connu plusieurs formes d'activité sismique qui se sont terminées sans causer de dégâts, sauf cette panique des premiers jours. C'était des chocs isolés. On les a d'ailleurs oubliés quelques mois après. C'est sur cette base que je peux vous dire que ce n'est pas inquiétant.

A noter que dans d'autres zones, à côté de la même région (commune Brikcha), on avait vu une série de tremblements de terre qui ont duré quelques semaines. Et par la suite, l'activité sismique s'était

estompée dans ces zones.

Combien y a-t-il eu de répliques depuis le séisme de ce lundi 10 février 2025 ?

Le séisme majeur de ce lundi 10 février (à 23h48mn) n'a pas été suivi d'une série de répliques. Il y a eu trois épicentres qui sont mal connectés à la zone épicentrale, dans la commune de Brikcha à Ouezzane. Ces trois épicentres étaient, en fait, un peu éparpillés dans la région. C'était des petits chocs avec des magnitudes très faibles.

D'ailleurs, mardi soir (11 février 2025), on a enregistré un séisme avec une magnitude de 2,3 sur l'échelle de Richter, à côté de la même région. Un autre séisme de magnitude 1,6 sur l'échelle de Richter a également été enregistré le même jour. Il s'agit de petits chocs qui ne sont d'ailleurs pas

ressentis par les habitants. En fait, c'est de la sismicité normale.

Il convient par ailleurs de signaler qu'il y a d'autres zones au Maroc où on enregistre encore des tremblements de terre. C'est pour dire qu'il n'y a pas de singularité pour la région d'Ouezzane. Finalement, c'est une situation normale.

Doit-on s'attendre à d'autres répliques près de la zone épicentrale ?

Non. A part les trois petits chocs dans le

La phrase

« Il y a d'autres zones des tremblements de terre de singularité pour la région d'Ouezzane »

nord du pays, on n'a pas enregistré des chocs très proches de la zone épiscopale liés au séisme d'Ouezzane. Il reste donc un choc isolé. Notons que l'on a eu un exemple similaire en 2001 dans la région de Laouamra à Kenitra, un choc qui n'a pas été suivi de répliques. Nous l'avons toujours dans notre catalogue. Ça devient d'ailleurs une référence de séismes qui n'ont pas été suivis d'autres chocs dans la région.

Est-ce à dire que l'on commence à comprendre le mécanisme de cette activité?

Oui. On commence en effet à comprendre un peu le mécanisme de cette activité. Comment ça se déclenche? Et comment ça se termine? En fait, ce sont des coins dans les profondeurs où les failles bougent lentement. Il y a un mouvement sismique et des ruptures très lentes. Elles ne génèrent pas une déstabilisation régionale. C'est l'explication donnée.

Comment expliquer que la secousse d'Ouezzane a été sentie dans plusieurs villes?

C'est la profondeur. Généralement, on a un séisme très superficiel quand la profondeur est entre 5 et dix kilomètres. Ce séisme va faire vibrer le champ proche. Mais quand la profondeur est de 20 kilomètres de profondeur, le séisme va faire vibrer le champ lointain. A 20 km de profondeur, la source va donc rayonner uniformément sur toutes les régions. C'est ce qui explique que plusieurs villes ont senti la secousse d'Ouezzane. Laquelle a rayonné jusqu'à une distance de 350 kilomètres.



Commune Brikcha à Ouezzane

L'année dernière, le tremblement de terre dévastateur d'Al Haouz a été senti dans pratiquement tout le pays. Et cette année, le séisme d'Ouezzane a également été senti dans plusieurs villes, même s'il reste un choc isolé, comme vous l'avez souligné. Selon vous, est-ce là un changement majeur?

Oui, ce sont des changements majeurs. D'ailleurs, le séisme d'Al Haouz n'était pas prédictible sur la base de connaissance historique et instrumentale. Pour la première fois on voit un séisme qui s'est rapproché de la magnitude 7 sur l'échelle de Richter dans le Haut atlas. On ne s'attendait pas à ce niveau de sévérité sismique. C'est dû donc à quelque chose de nouveau. On doit encore revoir toutes nos publications scientifiques et revoir les approches d'évaluation de l'aléa sismique au Maroc et ce, sur la base de nouvelles connaissances. On peut maintenant aller

investiguer les profondeurs, pour voir les dimensions des failles géologiques. C'est très important pour évaluer l'aléa sismique, et par la suite le risque sismique.

Quelles sont vos priorités à l'Institut national de géophysique?

On est chargé de surveiller les alertes sismiques et le tsunami. Maintenant, le centre national pour la recherche scientifique et technique (CNRST) doit répondre à une attente de la communauté des universitaires qui font des recherches par région. On doit donc chercher à fournir toutes les données géophysiques nécessaires pour faire les études plus poussées. On doit également s'inscrire dans les programmes de recherche au niveau des départements ministériels. On doit un peu répondre aux attentes de toutes les directions techniques des ministères du Maroc, lesquelles sont chargées des grands projets structurants et qui doivent veiller à protéger toutes les structures et les installations sensibles. Tout ça, ça doit être cadré dans une stratégie nationale. Côté collaboration internationale, à notre niveau, on est en connexion avec plusieurs observatoires internationaux. Il y a un échange en temps réel des données. Ce qui est nécessaire, d'ailleurs. On ne peut pas contrôler notre territoire sans voir un peu le milieu océanique qu'on partage avec d'autres pays. ■

Interview réalisée par Naïma Cherii

es au Maroc où on enregistre encore
e terre. C'est pour dire qu'il n'y a pas
a région d'Ouezzane »

Consultations 2025 au titre de l'article IV

Pour le FMI, la croissance s'accélèrera au Maroc en 2025, mais...

Le chef de mission du FMI au Maroc, Roberto Cardarelli, qui dirigeait une équipe des services du FMI, du 27 janvier au 7 février, dans le cadre des consultations de 2025 au titre de l'article IV, a rendu publiques ses conclusions, mais aussi recommandations...



Dans un communiqué publié sur le site du FMI, le chef de mission, Roberto Cardarelli, a d'abord estimé: «Selon nos prévisions, l'activité économique aurait progressé de 3,2 % en 2024 et s'accélèrera pour atteindre 3,9 % en 2025, car la production agricole

rebondira après les sécheresses récentes ; et le secteur non agricole continuera de se développer à un rythme soutenu dans un contexte de forte demande intérieure».

Avant d'ajouter qu'une croissance plus forte devrait porter le déficit courant de la balance des paiements autour de sa norme de 3%, tandis que l'inflation devrait se stabiliser autour

de 2 %.

Le représentant du FMI considère ainsi que les risques pesant sur les perspectives sont globalement équilibrés, avec cependant une grande incertitude concernant l'impact économique des tensions géopolitiques et du changement climatique.

«Avec les anticipations d'inflation ancrées autour de 2% et peu de signes

de pressions sur la demande, l'orientation de la politique monétaire actuelle, globalement neutre, est appropriée», a jugé R. Cardarelli, soulignant que les services du FMI sont d'accord avec Bank Al-Maghrib que les futures modifications du taux directeur doivent rester tributaires des données.

Et de soutenir: «Alors que l'inflation est revenue aux alentours de 2%, Bank Al-Maghrib devrait continuer la préparation de sa transition vers un dispositif de ciblage de l'inflation».

Abordant ensuite les récentes réformes du système fiscal et de l'administration fiscale, il a considéré qu'elles ont contribué à élargir l'assiette de l'impôt tout en réduisant la pression fiscale. Par conséquent, les recettes fiscales en 2024 ont été supérieures aux prévisions. Le déficit budgétaire s'établissant à 4,1% du PIB en 2024, contre 4,3% annoncés dans la Loi de Finances.

«Bien que le budget 2025 confirme le rythme progressif de l'assainissement budgétaire projeté l'an dernier, un éventuel surplus des recettes devrait servir à accélérer le rythme de réduction de la dette à des niveaux plus proches de ceux d'avant la pandémie», a évalué le responsable du FMI.

Selon ses recommandations, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour élargir l'assiette de l'impôt et rationaliser les dépenses, notamment en réduisant les transferts aux entreprises publiques dans le cadre de la réforme en cours du secteur et en étendant l'utilisation du registre social unifié à tous les programmes sociaux, pour continuer à financer les réformes structurelles.

«Les services du FMI saluent la réforme en cours de la loi organique relative à la loi de finances, qui devrait introduire une nouvelle règle budgétaire fondée sur un ancrage de la dette à moyen terme. Des progrès satisfaisants ont été accomplis dans le cadre budgétaire à moyen terme,

qui inclut une évaluation des risques liés au changement climatique», a-t-il relevé.

Ajoutant que les services du FMI encouragent les autorités à s'appuyer sur ces progrès en fournissant des informations complémentaires sur l'incidence des nouvelles mesures et en quantifiant les risques liés au recours accru aux projets de partenariats public-privé (PPP).

Pour ce qui est de la création d'emplois, le FMI estime qu'il convient de mettre en œuvre une nouvelle approche des politiques actives du marché du travail et s'attacher tout particulièrement à encourager la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) et à favoriser leur intégration dans les chaînes de valeur sectorielles.

Par ailleurs, R. Cardarelli fait savoir que les services du FMI saluent les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Fonds Mohammed VI pour l'investissement, qui devrait aider les PME à accéder à des financements en fonds propres.

Concernant les mesures susceptibles d'encourager le développement d'un secteur privé plus dynamique, il cite le renforcement du soutien apporté aux PME dans le cadre de la nouvelle charte de l'investissement, le renforcement des centres régionaux d'investissement pour leur permettre d'aider les PME à accéder aux ressources financières et techniques nécessaires à leur croissance, ou encore la révision du code du travail, du système fiscal et des cadres réglementaires et de gouvernance.

Le FMI estime également qu'il est nécessaire que la réforme en cours des entreprises publiques vise à assurer la neutralité du marché entre les entreprises des secteurs public et privé.

Dans le cadre de cette mission, l'équipe du FMI s'est entretenue avec des responsables du gouvernement marocain, de Bank Al-Maghrib, ainsi qu'avec des représentants des secteurs public et privé■



Attijari Global Research

Le déficit budgétaire en ligne avec les prévisions...

Selon Attijari Global Research (AGR), le déficit budgétaire est en ligne avec les prévisions de la Loi de Finances (LF) 2024,

«L'année 2024 s'achève par un déficit budgétaire de 60,9 MMDH, soit 3,9% du PIB, globalement en ligne avec les prévisions de la LF-2024 à 62 MMDH», indique AGR dans son dernier rapport «Budget Focus - Fixed income». D'un côté, le taux d'exécution des recettes ordinaires s'est situé à 110% grâce au bon comportement des recettes fiscales et non fiscales, précise AGR.

À l'origine, les recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) et de l'impôt sur le revenu (IR) dont les taux de réalisation ont atteint 117% et 114% respectivement, suivies des recettes des financements innovants qui ont dépassé les 35 MMDH à fin 2024, en ligne avec la prévision de la LF-2024.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a également généré 12,4 MMDH supplémentaires par rapport à 2023.

Et d'un autre côté, le taux de réalisation des dépenses a été maîtrisé à 108% soutenu par la contraction de la charge de compensation de -4,6 MMDH en une année.

L'effort d'investissement a été visible sur les chiffres du Budget. Les dépenses d'investissement à fin décembre 2024 ont dépassé les 117 MMDH, en hausse de 6,6 MMDH par rapport à la prévision de la LF-2024, soit un taux de réalisation de 117%.

À cet effet, le solde ordinaire dépasse nettement les prévisions de la LF-2024 de 32,5 MMDH, à plus de 62 MMDH en 2024 contre 30,2 MMDH en 2023■

Transition durable

Bank Of Africa renforce son accompagnement des PME et Corporate



La transition vers une économie durable, qui représente désormais un enjeu de compétitivité pour l'entreprise marocaine, occupe une place centrale dans l'accompagnement mis en place par Bank Of Africa en faveur des PME et des Corporate.

La Banque explique qu'en s'appuyant sur plus d'une décennie d'expertise, elle se positionne aujourd'hui comme le partenaire privilégié des entreprises marocaines dans leur démarche de transition durable. Poursuivant qu'à cet effet, Bank Of Africa renforce son programme de finance durable, levier stratégique pour répondre aux exigences environnementales et sociétales croissantes, en se basant sur trois thématiques clé pour l'entreprise marocaine: Efficacité énergétique, Gestion de l'utilisation de l'eau et Economie circulaire.

Un engagement de longue date pour accompagner la transition des entreprises

Bank Of Africa rappelle qu'elle a été une banque pionnière dans le domaine de la finance durable au Maroc. Dès 2012, elle a lancé une série d'initiatives visant à faciliter l'intégration, au sein des entreprises, de pratiques durables, avec des solutions de financement adaptées à leurs besoins, souligne-t-elle.

Parmi ses produits phares, figurent des financements tels que BOA ENERGICO (2012), Cap Energie I (2015), Green INVEST (2019), ou encore Cap Industrie Verte (2022).

Une campagne de sensibilisation pour engager les entreprises

La campagne de sensibilisation que lance BOA entend démontrer les avantages concrets des financements durables, mais aussi les gains potentiels pour l'entreprise marocaine dans sa conquête de marchés étrangers et de renforcement de sa position sur le marché domestique. Elle permettra d'engager les entreprises sur les enjeux de durabilité et de les inciter à s'informer et à solliciter des conseils pour leurs projets durables.

Des solutions sur mesure pour chaque entreprise

Bank Of Africa met en avant son approche clé en main, offrant à ses clients une combinaison de conseils et de financement, adaptée aux besoins spécifiques de chaque projet. Que ce soit pour améliorer l'efficacité énergétique,

réduire la consommation d'eau, ou optimiser la gestion des matières résiduelles, la banque propose des solutions sur mesure pour intégrer la durabilité dans la stratégie de croissance des entreprises.

Un écosystème de durabilité performant avec des partenaires de référence

Afin de renforcer l'impact de ses actions, Bank Of Africa a développé un écosystème puissant de partenaires, incluant des institutions comme Maroc PME, TAMWILCOM et des institutions de développement multilatérales de premier plan. Ces collaborations permettent à la banque de proposer une offre complète et cohérente, tout en contribuant activement à l'émergence d'une économie verte et responsable au Maroc.

Un renforcement continu de l'expertise des conseillers

Et à travers Bank Of Africa Academy, la banque a mis en place, en partenariat avec le Bureau Veritas, un programme de formation certifiant destiné à sa force commerciale. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie globale de renforcement des compétences et d'excellence opérationnelle, avec pour ambition d'accompagner au mieux les entreprises, notamment les PME, dans leur transition bas carbone.

Une finance responsable au Maroc

En conclusion, dans un secteur bancaire en pleine mutation, Bank Of Africa entend se positionner comme un acteur majeur de la finance durable, renforçant son impact positif au sein du tissu productif national et auprès de ses parties prenantes. Avec son engagement, la Banque tient à contribuer à l'essor d'une économie durable au Maroc et à accompagner les entreprises dans la réalisation de projets bénéficiant à l'environnement et à la société. ■

Programmes d'accompagnement à l'export

L'AMDIE annonce l'ouverture des candidatures à guichet ouvert

L'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce et la Confédération Marocaine des Exportateurs (ASMEX), annonce l'ouverture des candidatures à guichet ouvert pour ses programmes d'accompagnement à l'export.

Cette décision a été prise au vu de l'engouement que suscitent les deux programmes d'accompagnement à l'export de l'AMDIE auprès des exportateurs confirmés et primo-exportateurs marocains opérant dans les secteurs de l'industrie et/ou des services, ainsi que des fortes ambitions affichées par la plupart d'entre eux en termes de chiffres d'affaires additionnel à l'export et de création d'emplois, au cours des années 2025-2026.

Les deux programmes dont il s'agit sont...

Primo, Export Morocco Now, qui est destiné aux entreprises et coopératives des secteurs de l'industrie et des services confirmés à l'export et les primo-exportateurs.

Et Export Morocco Now Women, lequel est réalisé en partenariat avec l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM) et avec l'appui technique et financier de la BERD ciblant les entités dirigées par des femmes.

L'AMDIE précise à qui s'adressent les deux programmes et en quoi ils consistent.

Export Morocco Now

En ce qui concerne Export Morocco Now, l'élargissement des bénéficiaires de ce programme cible deux catégories d'entités.

D'une part, les entreprises/coopératives confir-



mées à l'export. Il s'agit d'entités ayant réalisé un chiffre d'affaires à l'export supérieur à 5 millions de dirhams en moyenne sur les trois dernières années.

Et d'autre part, les primo-exportateurs. C'est à dire les entités n'ayant jamais effectué d'opération d'exportation, ou ayant réalisé un chiffre d'affaires à l'export ne dépassant pas 5 millions de dirhams en moyenne sur les trois dernières années.

L'AMDIE indique que ce programme se décline en quatre composantes : 1) Intelligence économique et veille, 2) Promotion, prospection et démarchage, 3) Accès aux marchés via le référencement et les appels d'offres à l'étranger, 4) Cycles de séminaires thématiques axés sur les aspects opérationnels de l'export.

Pour candidater, aller sur le lien suivant : <https://www.morocconow.com/exportmorocconow>

Export Morocco Now Women

Pour ce qui est d'Export Morocco Now Women, la 2ème phase de ce programme cible les entités gérées par des femmes et dont le chiffre d'aff-

aires à l'export a été inférieur à 5 millions de dirhams au cours de l'année 2023.

Le programme s'articule autour des 3 dimensions suivantes : 1) Cycles de séminaires thématiques axés sur les aspects opérationnels de l'export et élaboration d'un business plan à l'export, 2) Appui à la certification et/ou à la digitalisation, 3) Mise en relation à travers la participation aux rencontres B2B.

Export Morocco Now Women est réalisé en partenariat avec l'Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM) et avec l'appui technique et financier de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), dans le cadre du programme «Women in business» co-financé par l'union Européenne. Pour candidater, aller sur le lien suivant : <https://www.morocconow.com/exportmorocconowwomen>

Pour rappel, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) accompagne le développement économique et social du Maroc à travers ses actions de promotion, de démarchage, d'accompagnement de l'investissement et de l'exportation ■

Digitalisation des paiements

Visa et Bank Of Africa renouvellent leur partenariat stratégique



Bank Of Africa et Visa ont annoncé le 12 février le renouvellement de leur partenariat stratégique de longue date, qui s'appuie sur une longue histoire fructueuse, notamment le rôle pionnier de Bank Of Africa (BOA) en tant que première banque marocaine à s'intégrer à Visa en 1982. Il s'agit de renforcer leur détermination commune à offrir des solutions de paiement de pointe et des expériences transparentes aux consommateurs à travers l'Afrique.

Ce nouveau partenariat stratégique, centré sur l'innovation et l'accélération des technologies de paiement, permet d'enrichir les solutions de paiements électroniques pour leurs clients, indiquent-ils. Ajoutant que cette alliance renouvelée vise également à continuer de transformer le paysage des services financiers au Maroc grâce à une série de produits et solutions novateurs sur le marché local. Elle sert non seulement à

faciliter l'implémentation des parcours de paiement fluides et personnalisés, mais aussi à fournir des ressources avancées garantissant une gestion efficace et sécurisée des paiements numériques.

«Ce partenariat stratégique avec Visa est un moment charnière pour Bank Of Africa et pour l'avenir des paiements en Afrique», a déclaré Khalid Nasr, Directeur Général Exécutif de BOA. «Forts de notre histoire de pionnier en tant que première banque marocaine à s'associer à Visa, et en tant que leader et innovateur constant dans les paiements numériques et la numérisation au Maroc et sur le continent, nous unissons nos forces à nouveau pour accélérer l'adoption de solutions de paiement innovantes. Ensemble, nous permettrons aux clients de prospérer dans l'économie numérique en leur fournissant les outils et l'accès dont ils ont besoin pour participer pleinement au paysage financier moderne». Leila Serhan, Vice-Président Senior et Directrice Générale de Visa pour l'Afrique du Nord, le

Levant et le Pakistan, a ajouté pour sa part: «Ce partenariat renouvelé avec Bank Of Africa, souligne l'engagement de Visa à stimuler l'innovation, en particulier au Maroc. En combinant notre expertise mondiale avec le leadership avéré de Bank Of Africa dans la transformation numérique, nous sommes convaincus de pouvoir offrir des solutions de paiement véritablement transformatrices. Cela comprend la fourniture de services à valeur ajoutée aux clients marocains, en leur offrant une commodité, une sécurité améliorée et l'accès à des solutions de paiement transparentes qui répondent à leurs besoins de style de vie en constante évolution»■

Education financière

Un programme pour les femmes entrepreneures en milieu rural et périurbain

Ce projet ambitieux, soutenu par la GIZ dans le cadre du projet Promotion de l'entrepreneuriat (PROMET1), en partenariat avec la Fondation Marocaine pour l'Education Financière (FMEF) et en collaboration avec Bank Al-Maghrib (BAM) et la Direction du Trésor et des Finances Extérieures (DTFE), a pour vocation de promouvoir l'éducation financière auprès des femmes entrepreneures en milieu rural et périurbain. Une approche innovante a été adoptée, intégrant des dimensions artistiques aux outils pédagogiques afin de rendre les messages plus accessibles, engageants et adaptés au public cible. La méthodologie repose sur une synergie interdisciplinaire entre étudiants issus de divers horizons académiques et experts techniques, visant à concevoir des supports ludiques et impactants. Parmi les productions et supports d'éducation financière il y a la pièce de théâtre «Chroniques de la coo-

Startup **ToumAI**, soutenue par Orange Fab Maroc lève 1 million d'euros

Orange Maroc, acteur engagé à repérer et promouvoir les startups innovantes pour une société numérique responsable et inclusive, accompagne ToumAI, jeune entreprise marocaine pionnière de l'intelligence artificielle appliquée à l'expérience client, avec une levée de fonds qui a permis d'enregistrer 10,5 millions de dirhams.

Ce tour de financement qui a été mené avec la participation d'investisseurs de renom tels qu'Orange Ventures, Digital Africa, Launch Africa ou encore Madica ventures, permettra de propulser ToumAI vers de nouveaux sommets. Grâce à cette levée de fonds, ToumAI prévoit d'accélérer le déploiement de sa solution phare, HolistiCX, une suite d'outils d'intelligence artificielle qui offre aux entreprises une compréhension approfondie de leurs clients et leur permet de personnaliser les interactions à grande échelle. Concrètement, en s'appuyant sur une



architecture d'IA composite unique, HolistiCX est capable d'analyser les conversations, de détecter les émotions et d'adapter les réponses en temps réel, et ce, dans de multiples langues et cultures.

Intégré au sein des Orange Digital Center au Maroc, le programme d'accélération Orange

Fab a permis à ToumAI de bénéficier du soutien d'un écosystème d'innovation dynamique et d'un accès à un réseau international d'experts.

La participation d'Orange Ventures à ce tour de financement renforce le partenariat stratégique entre Orange Maroc et ToumAI, et permettra aux deux entreprises de collaborer étroitement pour développer des solutions d'expérience client inclusives et durables qui viennent répondre aux besoins des entreprises africaines.

«Nous sommes ravis d'accompagner ToumAI dans cette nouvelle étape de son développement», déclare Hendrik Kasteel, CEO d'Orange Maroc. «L'expertise de ToumAI en matière d'intelligence artificielle et sa vision de l'expérience client s'alignent parfaitement avec notre stratégie d'investissement dans les technologies de pointe. Par ailleurs, l'émergence de cette Startup constitue une nouvelle preuve du potentiel des projets aussi innovants que disruptifs qui sont développés au sein des Orange Digital Centers au Maroc».

Cette levée de fonds va permettre notamment à la jeune entreprise de recruter de nouveaux talents, d'investir dans la recherche et développement pour rester à la pointe de l'innovation en matière d'intelligence artificielle, mais aussi de conquérir de nouveaux marchés à travers le monde, en s'appuyant sur son succès en Afrique. En développant des solutions d'intelligence artificielle adaptées aux spécificités des marchés africains, ToumAI permet aux entreprises africaines de bénéficier désormais d'outils performants pour améliorer leur relation client, optimiser leurs opérations et gagner en compétitivité■

pérative»: Une oeuvre humoristique rédigée en arabe dialectal, fruit de la collaboration entre professionnels du théâtre et la FMEF, qui met en lumière le quotidien de femmes entrepreneures dans une coopérative et au sein de leurs familles, abordant des thématiques essentielles comme l'utilisation des moyens de paiement, le financement et la gestion du crédit, ainsi que les risques et l'assurance.

Il y a aussi des Podcasts, une série de 20 épisodes en arabe dialectal, enrichie par 5 épisodes en amazigh, explorant des notions liées aux finances personnelles et professionnelles. Ou encore, un jeu éducatif «Bztami» Mon portefeuille. Jeu collectif, et interactif, conçu pour être pratiqué par de formatrices et de femmes impliquées dans des activités génératrices de revenus.

Il y a des histoires à raconter «7kaya»: Deux récits inspirants retraçant les parcours de femmes entrepreneures, axés sur des thèmes tels que la bancarisation, l'épargne et le financement. Et enfin des bandes dessinées: Deux histoires illustrées mettant en scène des situations concrètes de gestion financière, notamment les risques liés à l'épargne en espèces.

Ce programme vise à renforcer l'autonomisation économique et financière des femmes bénéficiaires, en facilitant leur accès aux services financiers essentiels au développement de leurs



activités entrepreneuriales. Il s'adresse principalement aux femmes et jeunes filles ayant des activités génératrices de revenus en milieu rural et périurbain ; celles bénéficiaires de programmes de formation ; ou celles en initiation à l'entrepreneuriat ou porteuses de projet.

En développant leurs compétences financières par le biais de formats innovants et artistiques, ce projet contribue à lever les obstacles à leur accès au financement et à l'entrepreneuriat. Il ouvre ainsi des perspectives pour leur épanouissement professionnel et personnel, tout en favorisant une croissance inclusive et durable.■

L'ONMT Road Show

Et dans la région Draa-Tafilalet, l'escale de Ouarzazate...

L'Office National Marocain du Tourisme (ONMT), qui a entrepris d'effectuer une tournée régionale dans le Royaume, est arrivé cette semaine -après plusieurs étapes réussies- dans la région Drâa Tafilalet, dont les potentialités de développement touristiques sont ambitieuses.



L'objectif principal de cette étape est de renforcer les liens avec les opérateurs touristiques de la région, représentés par le Conseil Régional du Tourisme - CRT- de la région Draa-Tafilalet et se concerter avec les autorités locales.

En engageant un dialogue direct avec ces acteurs clés, l'ONMT sous la direction générale d'Achraf Fayda, souhaite écouter, échanger et comprendre les attentes et les défis auxquels fait face le secteur touristique local.

Cette étape est particulièrement importante pour affiner la stratégie régionale et mettre en place des actions adaptées à la promotion du tourisme dans cette région au potentiel exceptionnel, est-il expliqué dans un communiqué.

Le document ajoute que la région Drâa Tafilalet représente un atout majeur pour le tourisme marocain, tant pour les visiteurs en quête de découverte

culturelle que pour les professionnels du cinéma attirés par ses paysages spectaculaires.

L'un des axes majeurs de cette tournée est de renforcer la visibilité de chaque région auprès des principaux acteurs de l'industrie touristique mondiale. L'ONMT ambitionne de positionner la région comme une destination incontournable, en mettant en avant ses particularités et en développant des partenariats stratégiques avec des tour-opérateurs et des plateformes de réservation internationales et en multipliant les dessertes aériennes directes.

Cette approche s'inscrit dans une vision plus large visant à

construire une promotion touristique différenciée pour chaque région du Maroc.

Ainsi, en mettant en avant les spécificités de chaque destination, l'ONMT entend diversifier l'offre touristique nationale et répondre aux attentes d'une clientèle internationale de plus en plus segmentée. Après Ouarzazate, la tournée régionale de l'ONMT se poursuivra avec une étape prévue en fin de semaine dans la région à Fès, puis se poursuivra la semaine prochaine dans la région de l'Oriental, suivie de Dakhla, et la semaine suivante de Beni Mellal et Tanger.

Cette tournée régionale, qui s'inscrit dans une dynamique nationale de relance du secteur touristique, permet de consolider une approche concertée entre l'ONMT, les CRT et les autorités locales. L'objectif final étant de mettre en place une stratégie performante et pérenne qui garantira un développement harmonieux et durable du tourisme dans toutes les régions du Royaume.

Light In Action se poursuit... ■



Green bonds

L'ONCF clôture sa 2^{ème} émission obligataire verte

L'Office National des Chemins de Fer (ONCF) a clôturé avec succès sa deuxième émission obligataire verte, réalisée par appel public à l'épargne, pour un montant de 2 milliards de dirhams (MMDH).

Cet emprunt obligataire ordinaire, de type «green bonds», est garanti par la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise (SNGFE), précise l'ONCF dans un communiqué.

La souscription à cette émission a atteint un total de 10,49 MMDH, soit un taux de souscription de 5,25 fois le montant émis, fait savoir l'Office.

Au total, 20.000 titres ont été alloués, dont 4.000 pour la tranche A, avec un taux de satisfaction de 100%, et 16.000 pour la tranche D, avec un taux de satisfaction de 17% ■

Beachcomber et Yamed

Double opération sur l'hôtel Fairmont Royal Palm Marrakech



New Mauritius Hotels Limited, Groupe mauricien d'hôtellerie de luxe opérant sous le nom Beachcomber Resorts & Hotels (le «Groupe Beachcomber») et Yamed Investment Management, filiale de Yamed Group spécialisée dans la gestion d'actifs et d'investissements immobiliers pour compte propre et pour compte de tiers, annoncent la conclusion d'un accord de partenariat portant sur le complexe hôtelier Fairmont Royal Palm Marrakech.

Au terme de cet accord, deux opérations auront lieu :

Une 1ère opération, de «Sale and Lease Back»: l'hôtel existant Fairmont Royal Palm Marrakech (hôtel de 134 clés actuellement détenu par une entité du Groupe Beachcomber et opéré sous la marque Fairmont) sera apporté à un OPCI, dans lequel le Groupe Beachcomber conservera une participation de 49%, les 51% restants étant détenus par un fonds d'investissement (le «Fonds Yamed») structuré et conseillé par Yamed Investment Management.

Et une seconde opération portant sur un nouveau programme d'investissement: le Fonds Yamed, Groupe Beachcomber et Domaine Palm Marrakech («DPM»), une filiale du

groupe mauricien Semaris Ltd, apporteront conjointement (selon une répartition 51% Fonds Yamed, 40% Groupe Beachcomber et 9% DPM) les fonds nécessaires à une opération d'extension du complexe, en vue du développement d'un nouvel hôtel de luxe de 150 clés adjacent à l'hôtel existant. Les deux hôtels seront opérés par Fairmont Hotels and Resorts.

Ce partenariat stratégique entre les deux groupes permettra au Groupe Beachcomber de capitaliser sur la croissance rapide du secteur touristique marocain et de s'appuyer sur les expertises du Groupe Yamed dans les domaines de la conception et du développement de projets immobiliers, de la structuration et la gestion de véhicules d'investissement immobiliers, ainsi que dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration.

Il permettra à Yamed Investment Management de poursuivre sa stratégie de diversification de son portefeuille et d'accroître le montant de ses fonds sous gestion à travers ces investissements dans des actifs hôteliers «prime» à la notoriété et au positionnement exceptionnels. L'opération est soumise aux conditions suspensives usuelles et notamment à l'approbation des autorités réglementaires compétentes. ■

AMMC

Le projet d'OPA sur Eqdom validé

Le 10 février 2025, l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) a déclaré recevable le projet d'Offre publique d'achat obligatoire (OPA) initié par Saham Finances, SGMB (Société Générale Marocaine de Banques) et Investima sur les actions Eqdom au prix unitaire de 1.045 dirhams.

Le calendrier définitif de l'opération, qui doit être préalablement validé par la Bourse de Casablanca, sera fixé ultérieurement, a fait savoir l'Autorité dans un avis de recevabilité du projet d'OPA sur les actions Eqdom.

Ce projet d'OPA, examiné par l'AMMC conformément aux dispositions de la loi relative aux offres publiques sur le marché boursier, avait été déposé le 6 décembre 2024 par Saham Finances, SGMB et Investima.

En conséquence de ce dépôt, l'Autorité avait, comme le prévoit la loi, demandé à la Bourse de Casablanca de procéder à la suspension de la cotation des titres Eqdom.

Suite à l'avis de recevabilité, l'AMMC a donc demandé à la Bourse de Casablanca de reprendre la cotation de la valeur d'Eqdom le 11 février 2025. ■



Moyen-Orient

Quel avenir pour Gaza ?

La question est enfin au centre de toute réflexion sur le futur de l'ensemble de la région. Cet avenir ne peut être que palestinien en s'inscrivant dans un devenir étatique palestinien. La proposition de Trump d'en faire autre chose sans ses habitants est, bien sûr, intolérable.

Elle aura eu cependant quelques mérites. Remettre l'avenir de Gaza au centre des négociations et mobiliser le monde arabe en défense des Palestiniens de Gaza.

Car Gaza, c'est la Palestine antique. La ville de Gaza a vraisemblablement été fondée vers 1500 avant J.-C. Lieu de passage, elle a connu plusieurs influences, d'égyptienne, ou philistine (d'où le nom de Palestine donné à la région par l'empereur romain Hadrien), à ottomane (1517 à 1917), puis britannique, sans en compter d'autres (perse achéménide, grecque, romaine, byzantine, arabe, franque, etc).

Ville cananéenne à l'origine, elle est ensuite passée sous le contrôle des Philistins membres des envahisseurs peuples de la mer. Selon la Bible hébraïque, Gaza était l'une des cinq cités-États philistines et était souvent en conflit avec les anciens Israélites les dominant même.

Gaza et le pays philistin ne rejoignent

l'Histoire juive de la Judée que par une décision de l'occupant Romain.

Ce n'est plus Rome mais Washington cependant qui semble avoir en mains l'avenir de Gaza.

Le plan de Trump est pour le moins sur-réaliste.

Après 15 mois de guerre entre Israël et le Hamas, un cessez-le-feu a été signé en janvier 2025. La gouvernance de Gaza reste incertaine, et Donald Trump a proposé de placer l'enclave sous contrôle américain. Il envisage d'en faire une destination touristique de luxe, une «Riviera du Moyen-Orient» en y attirant des investissements internationaux.

Il prévoit également la réinstallation des Palestiniens en Égypte et en Jordanie, un plan qualifié par ses détracteurs et de nombreux analystes comme un «nettoyage ethnique».

Il y a là un projet de déportation en contradiction totale avec le droit international et Trump va même plus loin. Le Président américain a affirmé que les Palestiniens n'auraient pas le droit



au retour dans le cadre de son plan pour Gaza. Dans un extrait d'interview dévoilé lundi 10 février (2025), au journaliste de la chaîne Fox News Bret Baier qui lui demande si les Palestiniens auraient «le droit au retour» dans le territoire ravagé par la guerre, Donald Trump a répondu: «Non, ils n'en auraient pas car ils auront des logements bien meilleurs».

Le Président américain réaffirme, selon cet extrait, sa volonté de prendre «possession» de la bande de Gaza et assure qu'il pourrait y avoir jusqu'à six sites différents où les Palestiniens pourraient vivre en dehors de Gaza dans le cadre de son plan.

Le monde arabe et la communauté internationale ont rejeté cette proposition, condamnant toute idée d'un déplacement des Palestiniens de la bande de Gaza.

Le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, qui se rendra au Moyen-Orient la semaine prochaine, a reçu



lundi 10 février, au département d'Etat, son homologue égyptien, Badr Abdelatty. A l'issue de cet entretien, le ministre égyptien des affaires étrangères a affirmé dans un communiqué maintenir «sa position rejetant tout compromis sur les droits [des Palestiniens], y compris leur droit à l'autodétermination, à demeurer sur leur terre et à l'indépendance».

Le Roi de Jordanie, Abdallah II, est également en déplacement à Washington pour des entretiens avec Donald Trump. La Jordanie, qui accueille déjà environ 2,3 millions de réfugiés palestiniens, s'est vivement opposée au plan du Président américain.

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié dimanche de «révolutionnaire» la proposition du Président américain Donald Trump d'une prise de contrôle de la Bande de Gaza par les États-Unis. Dans une interview diffusée samedi soir sur Fox News, à la veille de la fin de sa visite à Washing-

ton, Benjamin Netanyahu avait déjà défendu la proposition du Président américain visant à déplacer les Palestiniens de la bande de Gaza, ravagée par la guerre, en déclarant qu'Israël était prêt à «faire le travail».

«Je pense que la proposition du Président Trump est la première idée nouvelle depuis des années et elle a le potentiel de tout changer à Gaza», s'est réjoui le chef du gouvernement israélien, alors que la proposition de Donald Trump a provoqué un tollé international.

De son côté, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a rejeté dimanche le plan de son homologue américain. «Personne n'a le pouvoir de déplacer les habitants de Gaza hors de leur patrie éternelle qui existe depuis des milliers d'années», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse tard dans la soirée, martelant que «Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est appartiennent aux Palestiniens».

Les ministres des Affaires étrangères d'Égypte, de Jordanie, des Émirats arabes unis, d'Arabie saoudite et du Qatar ont rejeté samedi, lors d'une réunion au Caire, tout déplacement forcé de Palestiniens. Les ministres arabes ont aussi dit vouloir travailler avec M. Trump pour une solution à deux États au conflit israélo-palestinien vieux de plusieurs décennies, selon une déclaration commune.

Plusieurs pays arabes, dont l'Arabie saoudite, ont condamné ce dimanche les déclarations du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu suggérant la création d'un État palestinien cette fois sur le sol saoudien. Les Palestiniens partout, donc, sauf en Palestine. Incroyable tout de même !

Mais ce n'est pas l'avenir que veulent les Palestiniens et ce sont eux, enfin, qu'il faut avant tout prendre en compte. ■

Patrice Zehr

Gaza

Entre trêve fragile et menaces d'enfer



La première phase de cessez-le-feu dans la bande de Gaza va-t-elle pouvoir arriver à son terme ? Entamée le 19 janvier et censée s'achever le 1er mars, la trêve entre le Hamas et l'Etat hébreu semble fragilisée, malgré la nouvelle libération d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens, intervenue samedi 8 février. Les conditions dans lesquelles se déroulent ces opérations et les déclarations choc de Donald Trump sur l'avenir du territoire gazaoui sont notamment en cause. Donald Trump a promis lundi 10 février (2025) un «véritable enfer» si le Hamas ne relâchait pas tous les otages israéliens d'ici samedi après la menace du mouvement islamiste palestinien de reporter la prochaine libération prévue par la trêve en vigueur à Gaza, qui risque de voler en éclats.

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a d'ores et déjà ordonné à son armée de se préparer à «tous les scénarios»

en réaction à l'annonce de la branche armée du Hamas, qui accuse Israël de violer l'accord de cessez-le-feu en vigueur depuis le 19 janvier après 15 mois de guerre dévastatrice.

Le mouvement a ensuite assuré que «la porte reste ouverte» pour que la libération d'otages israéliens contre des prisonniers palestiniens «se déroule selon le plan prévu», soit samedi, «une fois qu'(Israël) se sera acquitté de ses obligations».

Les déclarations du Président Donald Trump menaçant Gaza d'un "enfer" si les otages ne sont pas libérés d'ici à samedi sont "sans valeur et ne font que compliquer les choses", a affirmé mardi à l'AFP un dirigeant du Hamas.

"Trump doit se rappeler qu'il y a un accord de trêve qui doit être respecté par les deux parties et que c'est le seul moyen de faire revenir les prisonniers", a déclaré Sami Abou Zouhri, un chef du mouvement islamiste palestinien. "Le langage des menaces est sans valeur et ne fait que compliquer les choses", a-t-il ajouté.

Mais la dernière libération d'otages a laissé des traces. Jamais, jusqu'ici, le Hamas n'avait rendu à Israël des otages aussi faibles. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui suit le processus depuis les Etats-Unis où il est en visite, a dénoncé des «images choquantes» lors de la libération des otages. Avant leur libération par le groupe responsable des attentats du 7 octobre, les Israéliens Or Levy, 34 ans, Eli Sharabi, 52 ans, et l'Israélo-Allemand Ohad Ben Ami, 56 ans, maigres, hagards et pâles, ont été contraints de prendre la parole lors d'une cérémonie de propagande à Gaza. Dressé à Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, un podium était orné de photos de véhicules blindés israéliens détruits, de drapeaux verts du Hamas et de photos de commandants tués. Une foule de quelques centaines de personnes était massée derrière un cordon formé par des combattants armés.■

P. Zehr



Ukraine

Trump brouille les cartes

Donald Trump a évoqué lundi la possibilité que l'Ukraine devienne «russe un jour», répétant vouloir un accès pour les États-Unis aux terres rares ukrainiennes en échange de l'aide américaine à Kiev face à la Russie. «Je veux que notre argent soit sécurisé parce que nous dépensons des centaines de milliards de dollars. Ils pourraient arriver à un accord, ils pourraient ne pas arriver à un accord. Ils pourraient être russes un jour, comme ils pourraient ne pas être russes un jour», a déclaré le Président américain dans un entretien à la chaîne Fox News, ajoutant avoir réclamé à Kiev l'équivalent de 500 milliards de dollars de terres rares, des métaux notamment utilisés dans l'électronique.

Trois ans après le début de l'offensive russe relate le figaro, le retour au pouvoir du républicain, qui s'est

engagé à mettre fin rapidement au «carnage», a relancé les conjectures autour de pourparlers de paix.

Volodymyr Zelenskyy a longtemps rejeté l'idée de négociations, affirmant vouloir battre la Russie sur le champ de bataille. Mais l'Ukraine est à la peine face à l'armée russe, qui avance dans l'est de son territoire. Et Kiev craint de voir tarir l'aide américaine.

Alors que les contacts de haut niveau vont s'intensifier dans les jours à venir entre Washington et Kiev, le Président américain a répété sur Fox News vouloir obtenir un accès aux terres rares ukrainiennes, expliquant que Washington devait «sécuriser» l'argent versé faute de certitude sur l'issue du conflit. Le Président ukrainien avait assuré la semaine dernière que son pays était prêt à recevoir des «investissements d'entreprises américaines» dans ses terres rares, soulignant toutefois qu'«une partie de nos ressources minérales»

se trouve en zone occupée. La Russie contrôle environ 20% du territoire ukrainien. Volodymyr Zelenskyy a indiqué lundi que l'organisation d'une rencontre avec Donald Trump était en cours, mais que la date n'avait pas encore été fixée. Le Président américain a confirmé de son côté une visite, le 20 février, en Ukraine de son émissaire spécial, Keith Kellogg, chargé d'élaborer un plan pour mettre fin au conflit. À quelques jours du troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, Zelenskyy a appelé lundi à «une vraie paix et des garanties de sécurité efficaces» pour l'Ukraine. Kiev redoute tout règlement qui ne comprendrait pas d'engagements militaires fermes -comme une adhésion à l'Otan ou le déploiement de troupes de maintien de la paix- estimant qu'il ne ferait que permettre au Kremlin de préparer sa prochaine attaque■

P. Zehr

RDC

Le jeu du Rwanda



La prise de Goma par le mouvement rebelle du M23, appuyé par l'armée rwandaise, s'apparente à une opération de mainmise du Rwanda sur la région des Grands Lacs. Le M23 a repris les armes fin 2021, étalant méthodiquement son emprise territoriale comme une tache d'huile et ne rencontrant qu'une résistance molle de la part d'une armée congolaise, mal payée, mal nourrie, mal équipée et minée par l'incompétence de ses chefs et son indiscipline.

La contestation des frontières coloniales fournit le premier volet de la panoplie des revendications de Kigali. Elles furent délimitées en 1911

par les deux puissances coloniales engagées dans la région, la Belgique et l'Allemagne. Le concept de «Congolais» n'existait pas à l'époque. Celui de «Rwandais» existait certes, mais n'avait pas parfaitement la même signification qu'aujourd'hui dans les régions actuellement considérées comme «rwandaises».

Le deuxième argument est la protection des Tutsis vivant dans les Kivu. Les communautés rwandophones y sont nombreuses et parfois depuis longtemps. Pendant la période coloniale, de nombreux paysans rwandais furent installés sur les collines de Masisi aménagées pour la circonstance : 25 000 déplacés entre 1933 et 1945, 60 000 entre 1949 et

1955.

Le Rwanda considère l'est de la RDC à la fois comme une menace existentielle et une manne économique. Considérant les nombreux groupes armés à sa frontière comme une source d'insécurité et jugeant Kinshasa incapable de gouverner la région, les élites rwandaises évoquent ouvertement l'idée d'en faire une «zone tampon», gérée par un groupe armé qui lui serait lié comme le M23 aujourd'hui, en formant diverses coalitions avec d'autres groupes et qui assurerait l'administration locale.

L'argument cache la volonté du Rwanda de poursuivre son exploitation minière, celle de sécuriser l'approvisionnement à partir des sites de la RDC en minerais de tantale, d'étain, de tungstène et d'or, alors que le pays ne possède pratiquement aucune ressource minérale nationale. La situation est plus critique que jamais : soit des solutions sont trouvées pour désamorcer la crise, soit le conflit risque de prendre une tournure encore plus dramatique». L'intervention militaire dépasse donc la seule question économique. Le Rwanda a des ambitions territoriales claires à l'est de la RDC, et c'est une réalité qui a longtemps été éludée. «Un autre élément crucial est la question des droits des Tutsis congolais. Kinshasa n'a jamais réellement abordé cette problématique, laissant le Rwanda instrumentaliser cette communauté pour justifier ses interventions. Bien sûr, cela ne saurait excuser le soutien de Kigali à une attaque contre un État souverain, mais si l'on veut véritablement mettre fin à cette guerre, tous les acteurs doivent assumer leur part de responsabilité et repenser leur approche. Autrement, ce cycle de violences restera sans fin», analyse Stéphanie Wolters dans *Le Point* ■

P. Zehr



Klaus Iohannis

Roumanie

Impasse totale

Le Président roumain, Klaus Iohannis (photo), a annoncé, lundi 10 février, sa démission, prenant acte des critiques concernant son maintien à son poste après l'annulation, le 6 décembre 2024, de l'élection présidentielle en raison d'allégations d'ingérence russe et de manipulation de l'opinion. Le gouvernement roumain avait annoncé, le 16 janvier, que la nouvelle élection présidentielle se tiendrait au mois de mai. « Afin d'épargner à la Roumanie et aux citoyens roumains une crise, je quitterai mes fonctions mercredi », a déclaré le chef d'Etat roumain lors d'une allocution solennelle à Bucarest, alors qu'une procédure de destitution vient d'être lancée contre lui.

Son mandat devait se terminer à la fin de l'année 2024, mais le premier tour de la présidentielle, remporté le 24 novembre à la surprise générale par le candidat d'extrême droite Ca-

lin Georgescu, avait été annulé – un fait extrêmement rare dans l'Union européenne – par la justice roumaine, le 6 décembre, en raison de « multiples irrégularités et [de] violations de la loi électorale ayant faussé » le vote.

Le chef d'Etat libéral et proeuropéen, âgé de 65 ans, avait alors décidé de rester en fonction jusqu'à l'élection de son successeur, prévue en mai. Depuis, des dizaines de milliers de Roumains sont descendus dans la rue pour dénoncer un « coup d'Etat » et, après plusieurs tentatives de l'opposition, le Parlement a prévu de se réunir cette semaine en session plénière avant un possible référendum. L'extrême droite a salué l'annonce de cette démission et des centaines de ses partisans se sont réunis dans le centre de la capitale, un rassemblement marqué par des incidents avec les forces de l'ordre. « C'est votre victoire ! », a lancé le chef de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), George Simion,

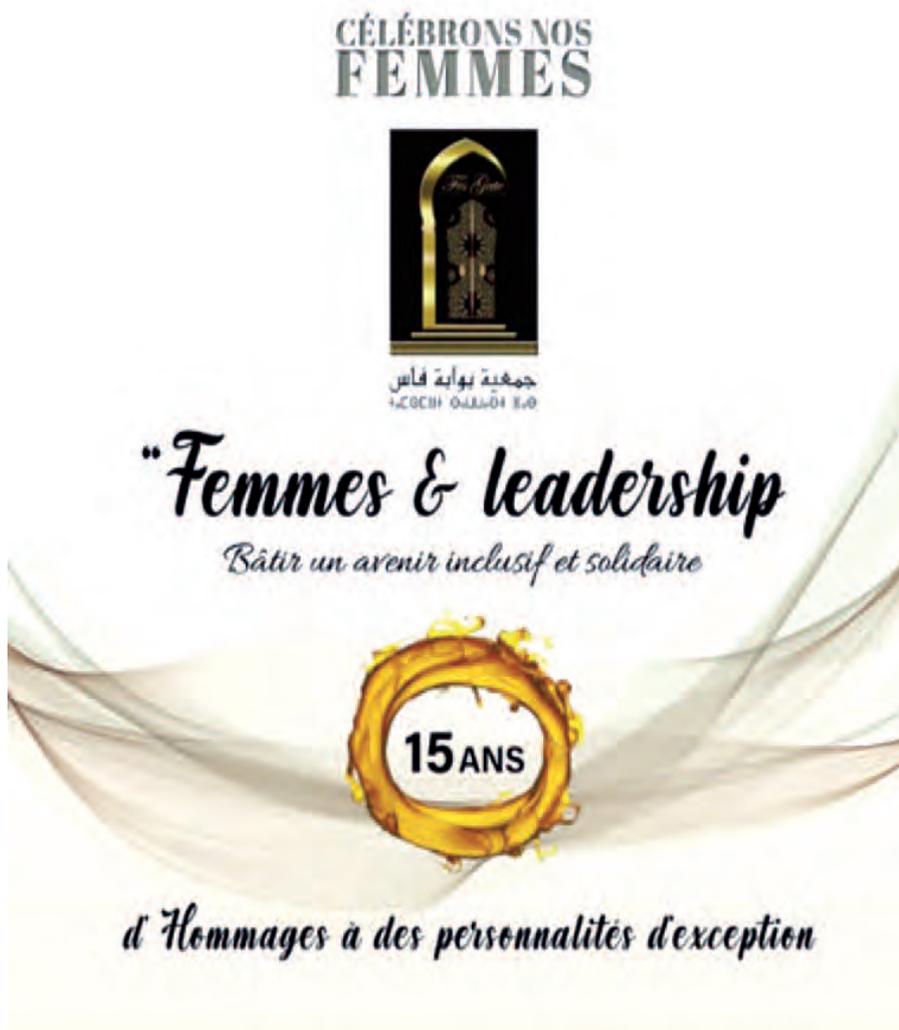
sur Facebook, en référence aux récentes manifestations. « Klaus Iohannis a démissionné ! Maintenant il est temps de renouer avec l'Etat de droit. Reprenons le second tour », a renchéri le vainqueur surprise du premier tour, Calin Georgescu. Les autorités l'accusent d'avoir bénéficié d'une campagne de soutien illicite sur la plateforme TikTok. Critique de l'Union européenne comme de l'OTAN et opposé à toute aide militaire à l'Ukraine, celui qui a dit par le passé son admiration pour Vladimir Poutine a déposé plusieurs recours en justice contre l'annulation du premier tour, tous infructueux jusqu'ici.

Espérant encore obtenir gain de cause avant la clôture des candidatures le 15 mars, il n'a pas officiellement postulé au nouveau scrutin prévu le 4 mai. Un second vote sera organisé le 18 mai si aucun candidat ne remporte plus de la moitié des suffrages ■

P. Zehr

15 ans d'engagement et d'hommages à des personnalités inspirantes

Fidèle à son ADN visant à mettre en avant les efforts de celles et ceux qui contribuent au développement du Maroc dans tous les domaines, l'Association Bouabate Fès célèbre avec solennité, la Journée Internationale des Droits des Femmes.



Acette occasion, l'ONG présidée par Leila Bennis, organise une cérémonie exceptionnelle, vendredi 21 mars 2025 à Fès, sous le thème: «Femmes & Leadership, 15 ans d'Hommages à des Personnalités d'Exception». L'occasion de rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui œuvrent inlassablement au rayonnement du Maroc et du patrimoine culturel national.

Des modèles de réussite inspirantes pour les générations futures

Le moment fort de cette journée sera la présentation officielle du Livre «15 ans d'Hommages à des Personnalités d'Exception». Il s'agit d'un recueil inédit à travers lequel l'Association Bouabate Fès retrace le parcours et l'impact de femmes et d'hommes ayant marqué leur époque par leur engagement aux côtés de SM le Roi Mohammed VI, pour l'édifica-

tion d'un Maroc moderne et inclusif. Ce Livre incarne parfaitement la mission de l'Association, qui consiste à «préserver la mémoire des acteurs du changement et inspirer les générations futures»

Le 21 mars 2025 à Fès, l'Association rassemblera des personnalités du monde culturel, social et institutionnel, ainsi que les membres et partenaires de l'Association. Un programme riche en échanges et en témoignages permettra de célébrer ces figures d'exception, tout en mettant en avant les avancées mais aussi les défis qui restent à relever en matière de défense des Droits des Femmes au Maroc.

Actions ponctuelles et continues

Comme le rappelle sa fondatrice et Présidente, Leïla Bennis, Bouabate Fès, créée à l'initiative d'un groupe de personnes, hommes et femmes sincères et engagés, œuvre pour la promotion de l'égalité des chances, notamment en valorisant le rôle essentiel des femmes dans la société marocaine.

Les Trophées «Fès Gate», décernés chaque année depuis 2010, à l'occasion de la Journée Internationale des Droits des Femmes afin de récompenser et célébrer des figures d'exception, masculines et féminines, ayant contribué au rayonnement du Royaume à l'échelle régionale et mondiale dans divers domaines, incarnent parfaitement cet engagement indéfectible de l'Association Bouabate Fès, pour développer la culture de la reconnaissance en tant que levier de motivation qui pousse tout un chacun à se surpasser et donner le meilleur de soi-même.

Rendez-vous est donné le 21 mars 2025 dans la capitale spirituelle du Royaume pour célébrer l'excellence, les talents et les accomplissements. L'Association Bouabate Fès invite tous les engagés pour la cause féminine et la mise en valeur du patrimoine marocain, à ce joindre à cet événement pour partager un moment d'exception et d'inspiration. ■ **HZ**

«Martin Luther King Faculty Award»

Un chercheur marocain distingué par l'Université de New York

Un expert marocain dans le domaine de l'intelligence artificielle, a été distingué par l'Université de New York, en reconnaissance de son engagement dans le domaine de l'éducation et la recherche.



Anasse Bari, Professeur-chercheur, s'est en effet vu décerner le Prix «Martin Luther King Faculty Award» pour l'année 2025.

Cette distinction récompense les enseignants qui font montre, dans leur travail et recherches, d'engagement en faveur des valeurs de justice et d'équité prônées par le militant américain des droits

civiques.

A. Bari dirige le Laboratoire des analyses prédictives et de l'intelligence artificielle à l'Université de New York. Il a supervisé des équipes de recherche pour créer des outils d'Intelligence Artificielle (IA), dédiée notamment aux soins de santé, à la lutte contre le changement climatique et la désinformation, ainsi qu'à la préparation aux pandémies.

S'exprimant suite à sa distinction, le Professeur universitaire marocain, le lauréat du Prix «Martin Luther King Faculty Award» 2025 a fait part de sa fierté d'obtenir une telle distinction qui constitue, pour lui, une reconnaissance des valeurs dont il s'est imprégné dans son pays natal, le Maroc ■

Casablanca L'étang d'El Oulfa bientôt transformé en parc écologique

Casablanca s'apprête à enrichir son paysage urbain avec un nouvel espace vert, grâce à transformation de l'étang situé au quartier Oulfa en un parc écologique et de loisirs.

L'annonce a été faite par la Maire de la ville, dimanche 9 février 2025. Via son compte officiel sur LinkedIn, Nabila Rmili a fait savoir que «le nouveau parc, d'une superficie de 14 hectares, offrira aux Casablancais un espace naturel préservé et aménagé, tout en valorisant un site longtemps oublié».

«Doté d'une enveloppe budgétaire de



60MDH, le projet de transformation de l'étang d'El Oulfa prévoit l'aménagement de promenades hautes et basses, un observatoire faune-flore, ainsi que plusieurs jardins thématiques (pédagogiques, aroma-

tiques, prairie arborée)», a précisé Nabila Rmili. Et d'ajouter que «les amateurs de loisirs et de sport y trouveront également leur compte avec un Skatepark, des terrains multisports et des aires de jeux» ■



Campus

Le Lycée Français Alphonse Daudet innove à Casablanca

Le Lycée Français International Alphonse Daudet (LFIAD), établissement du réseau Mifmonde et de l'OSUI, a été inauguré en grande pompe, vendredi 7 février 2025 à Casablanca. Et pour cause... L'établissement, ouvert en 2017 à Ain Sebaa, déménage et devient un campus aux plus hauts standards qui s'étend sur deux hectares...

La cérémonie d'inauguration, marquée par la présence de l'Ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, ainsi que la marraine de l'établissement, Claudie Haigueré première astronaute européenne et ancienne

ministre française, a commencé par une visite de l'établissement, suivie de la levée de voile sur la plaque inaugurale, puis d'allocutions et d'une exposition d'art marocain.

Sophie Churlet, cheffe de l'établissement et coordinatrice du réseau OSUI (Office Scolaire et Universitaire International) au Maroc, a

déclaré à cette occasion: «Ce nouveau campus illustre parfaitement notre vision éducative: accompagner chaque élève dans un parcours d'excellence, tout en valorisant les valeurs de l'interculturalité et du plurilinguisme. Il s'agit d'un cadre idéal pour former les citoyens du monde de demain».

Ajoutant que l'établissement compte 950 élèves, avec une capacité de 2.000 places et soulignant que l'ouverture de ce nouveau campus situé au cœur de Casa-Anfa, répond aux besoins d'épanouissement des enfants, grâce à une pédagogie axée sur l'apprentissage des langues et des compétences utiles pour les prochains événements mondiaux qu'organise le Maroc.

De son côté, le directeur général de l'OSUI-Mlfmonde, Jean-Marc Merriaux, a fait savoir que le choix de l'emplacement de l'établissement dans un quartier en pleine expansion vient renforcer la présence de l'OSUI à Casablanca, notant que le réseau dispose à Bouskoura de l'un des plus grands établissements français à l'étranger.

«Ce projet témoigne de notre ambition de faire du LFIAD une référence éducative. Nous avons imaginé un espace qui, au-delà de l'enseignement, offre à chaque élève la possibilité de se construire, de s'épanouir et de se projeter vers l'avenir», a-t-il ajouté, affirmant que le réseau a pour objectif de mettre en place une orientation autour des enjeux et défis du 21ème siècle, notamment en lien avec les sciences.

Le déménagement de l'établissement, précédemment situé à Ain Sebaa depuis son ouverture en 2017, marque une nouvelle ère dans son développement, précise un communiqué de l'établissement, notant que ce site moderne et ambitieux incarne l'excellence éducative et l'innovation pédagogique, piliers fondamentaux du réseau Mlfmonde depuis plus de 120 ans.

Le campus, qui s'étend sur deux hectares, a été conçu pour répondre aux meilleurs standards internationaux, alliant bien-être des élèves et pédagogie adaptée aux compétences du XXIe siècle. Les infrastructures d'exception, comprenant des salles de classe modulables, un FabLab, des laboratoires scientifiques, une piscine semi-olympique et des espaces verts, sont le fruit d'un projet visionnaire porté par le réseau OSUI-Mlfmonde.

Le réseau OSUI, de Tanger à Dakhla...

Dès la maternelle, l'établissement affirme son ambition plurilingue illustrant l'un des axes prioritaires à l'international du «plan maternelle Mlfmonde»: 50 % du volume horaire sera assuré en anglais dès la rentrée 2025.

Le lycée prépare également ses élèves aux diplômes français tels que le Diplôme National du Brevet (DNB) et le Baccalauréat Français et son option Internationale (BFI), avec des parcours bi, tri et quadrilingues.

Par ailleurs, des certifications en langues étrangères (Cambridge English, CIMA, DELE) et numériques (PIX) viennent compléter cette formation, tout comme des projets interdisciplinaires et des activités périscolaires variées.

Cet événement a mis en lumière l'appartenance du Lycée Français International Alphonse Daudet à un réseau historique et international de renom: le réseau Mlfmonde, fort de ses 109 établissements dans 39 pays et de ses 10 établissements depuis près de 30 ans de présence au Maroc à travers le réseau OSUI.

En tant qu'Établissement de Pleine Responsabilité (EPR), le lycée bénéficie d'une gestion directe, consolidant ainsi son positionnement de référence éducative à Casablanca.

S'agissant du réseau d'établissements scolaires OSUI, depuis sa fondation en 1996, il incarne la collaboration éducative franco-marocaine.

Avec un réseau d'écoles et lycées à travers le Maroc de Tanger à Dakhla et à travers la planète (en tant qu'entité du réseau mlfmonde), l'OSUI offre une éducation de qualité conforme aux standards internationaux.

Quant à la Mission laïque française (réseau mlfmonde), c'est une Association à but non lucratif née en 1902 et reconnue d'utilité publique depuis 1907, qui tout au long de son histoire crée et gère des écoles, collèges, lycées dans le monde : 108 établissements sur programme français dans 33 pays scolarisant plus de 60 000 élèves et 24 actions de coopération dans 12 pays.

Inscriptions ouvertes pour 2025-2026

Les inscriptions pour l'année scolaire 2025-2026, sont ouvertes depuis le 15 janvier et se poursuivront jusqu'au 19 mars 2025.

Elles sont gérées par le Service de Coopération et d'Action Culturel de l'Ambassade de France au Maroc (SCAC).

Les familles souhaitant découvrir l'établissement peuvent se rendre sur le site web du Lycée Français International Alphonse Daudet : www.lfialphonsedaudet.com ou contacter le service des admissions. Pour visionner le film institutionnel : <https://www.youtube.com/watch?v=vV42ODdtCeM>

Dans un communiqué, le Lycée Français International Alphonse Daudet indique qu'en ouvrant ce nouveau chapitre, il réaffirme la mission du réseau mlfmonde, qui consiste à «accompagner ses élèves pour qu'ils deviennent des individus libres, cultivés, épanouis et des citoyens éclairés et responsables, prêts à relever les défis du monde de demain».■



ONG Après 16 ans d'existence, l'Association Sourire de Reda s'auto-dissout

Après 16 années d'engagement en matière de lutte contre le suicide des jeunes au Maroc, l'Association Sourire de Reda a annoncé la fin de ses activités.

Depuis sa création en 2009, cet ONG n'a eu de cesse d'œuvrer pour la mise en place de dispositifs d'écoute au profit des jeunes ayant des pensées suicidaires.

Sourire de Reda a notamment contribué à l'élaboration de la Stratégie Nationale de Prévention du Suicide (SNPS) et plaidé pour la création d'un Observatoire National.

Cependant, faute de moyens, elle estime avoir atteint ses limites. «Le manque de soutien structurel et financier ne permet pas de pérenniser les actions et le bilan positif de 16 années de mobilisation», indique l'Association.

La dissolution de Sourire de Reda devrait être votée lors de son Assemblée Générale Extraordinaire prévue le 20 février 2025. «Par leur détermination, leur courage et leur persévérance, nos bénévoles et partenaires ont permis de laisser un héritage dont nous sommes particulièrement fiers et qui devra perdurer», conclut l'Association présidée par Meryeme Bouzidi Laraki ■

Caftan Week 2025

La 25^{ème} édition choisit le thème «Sahara, héritage en couture» et ouvre la candidature aux stylistes

Pour célébrer son 25^{ème} anniversaire, Caftan Week annonce une édition exceptionnelle placée sous le signe de la créativité et du patrimoine marocain. Cette édition emblématique, marquant son jubilé d'argent, se déroulera à Marrakech, du 8 au 11 mai 2025, sous le thème «Sahara, héritage en couture».



tan rencontre la magie du Sahara marocain. Masterclasses, rencontres, expositions, révélations de nouveaux talents et défilés de grands designers: un programme varié et innovant attend les visiteurs.

Point d'orgue de cette édition, le très attendu défilé Caftan 2025, réunira des designers marocains de renom qui continueront d'écrire l'histoire du caftan, symbole d'élégance intemporelle, tout en traçant son avenir sur la scène internationale.

Hommage vibrant au patrimoine et à la créativité

Caftan Week célèbre l'énergie créative marocaine et la richesse de ses territoires. En mettant à l'honneur le Sahara marocain, cette édition tisse un dialogue entre passé, présent et éternité, où la nature devient source d'inspiration.

Une ode au Sahara marocain, terre de transmission et de création, où tradition et modernité s'entrelacent harmonieusement.

Conditions de participation des stylistes

Pour participer à la Caftan 2025, les dossiers de candidature doivent comprendre:

*Un CV

*Un book des réalisations

*Trois croquis inspirés du thème «Sahara, héritage en couture».

Chaque création devra traduire, à travers les lignes, les couleurs, les motifs et les textures, l'essence du Sahara marocain et sa puissance évocatrice.

Les dossiers sont à déposer à l'adresse suivante: 18, Boulevard Massira Al Khadra – Maârif – Casablanca ?

Date limite de dépôt des dossiers: Lundi 03 mars 2025 avant 17h. ■

Un thème qui rend hommage à un territoire marocain au cœur de l'héritage culturel, artistique et artisanal du Royaume.

Cette année, en effet, Caftan Week convie son public à une immersion dans la poésie du désert marocain, vivant et lumineux. Un univers où chaque grain de sable racon-

te une histoire du patrimoine national, où les créations reflètent les trésors d'une terre ancestrale et où chaque détail s'inspire des dunes mouvantes, des oasis préservées et des ciels étoilés du Sahara.

Un programme riche en créations et messages forts

Du 8 au 11 mai 2025, Marrakech devient le théâtre d'un voyage unique, où le caf-

Caftan Week 2024

L'édition précédente en (quelques) images-souvenirs

Lors de son grand retour en 2024, Caftan Week a repensé sa formule pour devenir une célébration multidimensionnelle du patrimoine marocain.

Cet événement enrichi, qui s'est déroulé sur plusieurs sites à Marrakech, a offert une immersion totale dans l'univers du caftan.

Avec quatre jours dédiés à la richesse de cette tenue emblématique, cette édition a brillamment fusionné tradition et innovation, consolidant la place de Caftan Week sur la scène internationale de la mode.



Ciné-Psy Maroc

La jalousie et le postpartum au cœur des débats, les 21 et 22 février

La septième édition de Ciné-Psy Maroc se consacre cette année 2025 à deux sujets importants, déclencheurs de malaises personnels et sociétaux: la jalousie et le Postpartum.



Ces sujets tabous dans beaucoup de sociétés à travers le monde, méritent d’être discutés, débattus et vulgarisés aux yeux du grand public.

Problèmes psychologiques qui se transforment, parce qu’entourés de silences, en véritables souffrances.

Cette 7ème édition prévoit ainsi à son programme deux journées, chacune consacrée à un thème différent. La jalousie pour la 1ère journée et pour la deuxième le Postpartum (période des 6 semaines qui suivent l'accouchement).

Vendredi 21 février, de 9h à 13h et de 15h à 18h

Le premier sujet choisi par les organisateurs de Ciné-Psy Maroc 2025, la Jalousie, représente un secret de polichinelle auquel on n’accorde pas grande importance, mais qui peut mener vers une véritable maladie psychologique, corrosive et destructrice.

Ciné-Psy, carrefour d’échange qui réunit grand public et professionnels de la Santé Mentale (psychiatres, psychanalystes, psychologues et sociologues) a prévu un nouveau programme, tout aussi riche et diversifié que ceux des

années précédentes, avec des séances de projection de supports audiovisuels, en plus de débats ouverts. Le tout dans un écrin qui se prête magnifiquement bien à cet exercice: le cinéma Ritz de Casablanca.

Il s'agit de parler, sans tabou aucun, et d'échanger sur l'émotion de la jalousie, pour mieux la comprendre et cerner les raisons et les mécanismes de sa transformation en pathologie nécessitant traitement et suivi.

Intervenants autour de la jalousie

- Le Ministre Najib Zerouali et ancien Doyen de la faculté de médecine et pharmacie de Casablanca
- Dr Habib Faouzi (Rabat)
- Dr. Adnane Benazouz (Tanger)
- Pr. Maha Belabdi (Casablanca)
- Pr. Bouchra Abbassi (Marrakech)
- Dr. Rachid Farhat (Casablanca)
- Pr. Vincent Estellon (Paris, France)
- Pr. Thierry Delcourt (Reims, France)

Et jalousie, côté exposition

artistique, roman et contes

- Aline Habib (peinture sur porcelaine)
- Nadia Chellaoui (peinture sur toiles)
- Noor Ikken (Roman)
- Dr Samira Samouh (contes)
- Mohamed Ait Hsain (contes)

Et samedi 22 février 2025, de 9h à 13h

Changement d'univers pour accueillir les professeurs universitaires, et responsables du service maternité de l'Hôpital Harrouchi Ibnou Rochd, afin d'échanger autour de le Postpartum et des traumatismes physiques et psychologiques qu'elle peut engendrer.

Sujet encore tabou, mais banalisé car considéré très «normal», le Postpartum représente un véritable traumatisme pour le corps de la femme et peut se transformer en un traumatisme psychologique qui empoisonne sa vie et l'empêche de profiter de sa maternité.

Au programme, projections visuelles et débats entre public et professionnels de la santé...

Un programme riche qui sera abordé de manière accessible pour et avec le public.

Qui sont les membres de Ciné-Psy Maroc ?

Ciné-Psy Maroc est entourée d'une équipe de professionnels dédiés et impliqués dans le bien-être mental de la société.

Des personnes dont l'apport et le soutien sont d'une grande importance dans la réussite de cet événement.

A leur tête...

Pr Najib Zerouali, président d'honneur

Dr Habib Faouzi, vice-président

Dr Aline Habib, secrétaire générale

Dr Adnane Benazouz, trésorier

Mariama Kbaili, trésorière adjointe

Pr Maha Belabdi, secrétaire adjointe ■

Qui sont les organisateurs ?

Boushra Benyezza, psychanalyste, psychothérapeute (art-thérapeute durant 16 ans au centre psychiatrique Ibnou Rochd). Fondatrice du Ciné-Psy Maroc. elle est engagée depuis des années pour la cause des personnes atteintes de troubles mentaux.

Actuellement Responsable de l'espace psycho-social au service maternité hôpital Harrouchi, Boushra Benyezza est motivée par le soutien des personnes en souffrance mentale et ayant pleine conscience de la stigmatisation, de la marginalisation et du tabou dont souffrent ces personnes. ■

Intervenants Postpartum et après

- Professeur Samira Samouh (cheffe de service de gynécologie et obstétrique et maternité CHU Casablanca)
- Professeur Amine Lamrissi gynécologie obstétrique
- Dr Mohamed Al Mahdi Bensouda, gynécologie obstétrique.
- Professeur Maha Belabdi psychiatre (Casablanca).
- Pr. Thierry Delcourt (Reims, France).
- Pr. Vincent Estellon (Paris, France)
- Dr Benazouz Adnane psychiatre (Tanger) ■

2M dévoile sa grille des programmes pour le mois de Ramadan 2025

A l'approche du mois de Ramadan 1446/2025, la deuxième chaîne nationale a dévoilé sa grille de programmes.



2M promet des moments faits de rire, d'émotion et de suspense, à travers des productions qui visent à mettre en avant le talent des artistes marocains.

«Cette année encore, 2M restera fidèle à son engagement, celui de rassembler et réunir tous les Marocains autour de ce qui se fait de mieux en termes de productions nationales», affirme le Directeur Général de la chaîne de Aïin Sebaa. «Nous avons mis en place une programmation ciblée et réfléchie pour honorer l'esprit de partage et de convivialité propre à ce mois béni. C'est également l'occasion de mettre en avant l'inventivité des professionnels marocains, en plaçant des productions de grande qualité au cœur de l'offre audiovisuelle publique», a souligné Salim Cheikh.

Il y en aura pour tous les goûts

Chaque jour à 18h40, les Marocains rompront le jeûne devant «Mabrouk Elina», Sitcom phare de la tranche Ftour. Réalisé par Safaa Baraka, cette comédie familiale suit le quotidien d'un couple fraîchement parent, constamment ciblé par les interventions incessantes de la grande famille autour de l'éducation de l'enfant. «Mabrouk Elina» met à l'honneur des acteurs connus de l'humour marocain à l'instar de Aziz Hattab, Ibtissam Laarous-

si, Adnane Mouhejja, Saida Baadi, Salwa Zahrane, Mehdi Foulane, Hasna Moumni, Rafik Boubker, Bouthayna El Yaagoubi, Souad Hassan, Mahmoud Bellahcen...

Place au suspense ensuite avec «Dem Lmechrouk» à partir de 19h25, un drame social signé Ayoub Lahnoud. Incarné par d'imposantes figures du cinéma marocain comme Meriem Zaimi, Dounia Boutazout, Abdellah Didane, Sandia Tajeddine, Yusra Bouhamouch, Mohamed Khiyari, Saad Mouaffak, Ayoub Abounacer et Ayoub Grita, la série relate l'histoire d'une lutte acharnée pour la prise de contrôle de la ferme familiale, après le décès d'une puissante figure féminine à la tête d'un empire d'élevage et de boucherie.

Le rythme du début de soirée s'intensifiera avec «Charqui ou Gharbi», à partir de 20h10. Ce drame social relatant l'histoire de deux familles ennemies au sein desquels est née une histoire d'amour impossible, où Abla et Yacoub, défient leurs clans respectifs pour vivre leur romance. Réalisé par Chaouki El Oufir, la série affiche un casting étoilé avec Aziz Hattab, Abdellah Didane, Nora Skalli, Samia Akarriou, Nihal Essalama, Achraf Mssyah, Nissrin Erradi, El Hachemi Benaamar, Abdellah Chakiri, Hassan Foullan, Malek Akhmiss, Ayoub Messioui, Hanane Ibrahim, Aymen Rahim, Mohamed Amin Kihel, entre autres professionnels du septième art.

En soirée, 2M propose une programmation diversifiée tout au long de la semaine, dès 21h45.

Chaque lundi, les téléspectateurs suivront «Alhane Al Madi», un drame-roman passionnant réalisé par Yassine Fennane qui transporte les téléspectateurs dans des intrigues où le passé et le présent s'entremêlent. Il est interprété par les talents de renommée que sont Fahd Benchemsi, Majdouline Idrissi, Sandia Tajeddine, Salma Salaheddine, Ihab Amir, Mansour Badri, Nezha Badr, Amine Moukrim...

«Ain Libra», un autre drame-roman tout aussi captivant qui explore l'univers raffiné du caftan marocain, attend les marocains sur le petit écran chaque jeudi à la même heure. Il est réalisé par Ayoub Lahnoud et interprété par une brochette d'acteurs tels que Nisrine Benchara, Zineb Obeid, Saad Mouaffak, Sahar El Maataoui, Said Bey, et Maria Lalouaz.

Chaque dimanche pendant le Ramadan 2025, place à la série patrimoniale et romantique «Mesk Ellil», qui promet de plonger les spectateurs dans l'époque des corsaires de Salé. Réalisée par Hicham El Jebbari, elle met à l'affiche Saad Mouaffak, Hanane Lkhider, Mehdi Foulane, Ghita Benhayoun, Ayoub Abounacer, Faty Jamaly, Feryal Ziyari... Les téléfilms, seront dévoilés les mercredis. Les téléspectateurs découvriront cinq productions originales de la chaîne que sont Damlij Zhirou, Hôtel Casafomia, Bent Al Am, Allayl Hina Yantahi et Jihane. La programmation du mois sacré s'inscrira également dans la continuité, avec le maintien d'émissions phares de la grille telles que «Le Meilleur Pâtissier Célébrités», chaque mardi à partir de 21h45, «Bahat Istiraha» les samedis de chaque semaine (à la même heure) et le retour de l'émission «Rachid Show» chaque vendredi à 21h45.

A l'occasion du Ramadan 1445H, 2M reconduit, en partenariat avec le ministère des Habous et des Affaires Islamiques, le grand concours de psalmodie et récitation du Saint Coran, «Mawahib Fi Tajwid Al Quran Al Karim», chaque vendredi à partir de 13h25. A travers sa programmation ramadanesque 2025, le deuxième chaîne nationale promet de rassembler les familles marocaines devant leurs écrans mais aussi sur les plateformes digitales de la chaîne ■

HZ

#ImagineTaVille

La Fondation Attijariwafa Bank lance la 2^{ème} édition de son Concours national d'arts visuels

Engagée en faveur de la promotion des arts contemporains, la Fondation Attijariwafa Bank lance la seconde édition de son Concours national d'arts visuels. Cette initiative vise à promouvoir la visibilité des jeunes talents et à valoriser leur expression artistique sous le prisme d'une thématique d'actualité.



Les candidats sont invités à exprimer artistiquement leur vision par rapport à divers sujets et thématiques liés notamment aux changements climatiques, la gestion des ressources hydriques et les enjeux du développement durable. La Fondation Attijariwafa Bank a indiqué que le

Jury du Concours sera composé de la galeriste Abla Ababou, Mohamed Rachdi, artiste, critique d'art et commissaire d'expositions, de Zine El Abidine El Amine, artiste plasticien et de Mehdi Guedira, responsable RSE du Groupe Attijariwafa Bank. Les 4 gagnants bénéficieront d'un Prix et d'une Exposition pendant 2 mois à l'espace d'Art Actua de la Fondation Attijariwafa Bank situé à Casablanca. #ImagineTaVille s'adresse aux artistes ainsi qu'à tous les passionnés d'arts visuels. Ces derniers peuvent déposer leurs candidatures via le site <www.attijariwafabank.com>, jusqu'au 15 mars 2025. ■

Laâyoune

Et de 1 pour le Festival de la femme pour la dégustation de plats sahraouis

La 1^{ère} édition du Festival de la femme pour la dégustation de plats sahraouis a été organisée, récemment à la Maison de la Culture Oum Saâd à Laâyoune.

Placé sous le thème : «Main dans la main, nous transmettons le patrimoine d'une génération à l'autre», cet événement avait pour objectif de célébrer le patrimoine culturel sahraoui et mettre en avant le rôle que jouent les femmes pour assurer sa transmission aux générations futures et promouvoir le tourisme culturel dans les Provinces du Sud du Royaume. Organisé en partenariat notamment avec le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, le Festival de la Femme pour la Dégustation de Plats Sahraouis 2025, a été marqué par l'organisation d'une série d'ateliers pour apprendre les secrets de l'art culinaire sahraoui, les méthodes de préparation traditionnelles, ainsi que des séminaires et des débats



axés sur l'importance de la cuisine sahraouie dans la préservation de l'identité culturelle, en plus des démonstrations culinaires en direct. ■

Le Reporter

Directrice et rédactrice en chef:
Bahia Amrani

Rédacteur en chef adjoint:
Mohcine Lourhzal

Grand reporter:
Naima Cherii

Rédaction:
Mohamed Nafaa
Patrice Zehr
Bouchra Elkhadir
Ismail Saih
Mariem Bennani
Abderrahman Bennani
Khadija Benzina
Hafida Zahid

Infographistes:
Naima Touhami
Houmam Moudarir

Conception graphique:
Baba.com

Administration:
Bachir Saghir

Diffusion:
Abdelaziz Abid

Accueil:
Magida Rizk

Crédit photos:
AFP
MAP

Photographes:
Soufiane Benkhadra
Ali Achour
Hassan Najibi

Impression:
Idéale

Distribution:
Sochepress

Dépôt légal : 172/97
RC : 271.540
Patente : 32100789 . IF :
43200205. CNSS : 6020078
Numéro de
la commission paritaire :
H.F/038-06
Adresse : 1, Sahat Al Istiqlal, 2^{ème}
étage – Casablanca 20 000
Téléphone :
(05 22) 54 11 03 - (05 22) 54 11 04
Télécopie : (0522) 54 11 05
e-mail : lereporter@menara.ma
Sites web : www.lereporter.ma
www.lereporterexpress.ma
La chaîne YouTube le Reporter



Activités physiques en milieu professionnel

La FMPS récompense les entreprises engagées

Les lauréats du Label «Société Sportive 2025-2026» ont été dévoilés lors d'une Cérémonie organisée par la Fédération Marocaine des Professionnels du Sport (FMPS) à Casablanca.

En présence du ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, du Directeur des Sports au ministère de l'Education Nationale, du Préscolaire et des Sports, Abderrazak El Akkari, du Président de la FMPS, Mehdi Sekouri, outre des dirigeants d'entre-

prises et personnalités de l'écosystème sportif marocain, les noms des entreprises distinguées ont reçu leurs Prix, mercredi 12 février 2025.

14 entreprises labellisées

Au total, 14 entreprises ont été labellisées, en reconnaissance de leurs engagements et des actions qu'elles

ont menées en matière de développement et de promotion de la pratique physique et sportive en milieu professionnel.

Parmi les lauréats du Label «Société Sportive 2025-2026», figurent l'Université Mohammed VI Polytechnique, Orange Maroc, la Royale Marocaine d'Assurance et Société



Générale Africa Technologies & Services.

La Fédération Marocaine des Professionnels du Sport a fait savoir que les sociétés ayant candidaté à ce Label, ont fait l'objet d'une évaluation stricte, sur la base d'un certain nombre de critères, à savoir notamment leur degré d'engagement pour l'organisation d'événements sportifs pour leurs collaborateurs, la qualité des infrastructures sportives qu'elles mettent en place, la qualité des campagnes de sensibilisation aux avantages de la pratique sportive en milieu professionnel et enfin, le niveau de financement de ces entreprises, aux droits d'accès aux salles de sport, au profit de leurs collaborateurs.

Les responsables de la FMPS ont ajouté que «les entreprises lauréates du Label Société Sportive 2025-2026, peuvent désormais arborer ce signe de distinction RH sur tous leurs supports de communication in-

ternes et externes jusqu'au 31 décembre 2026 et profiter par la même occasion d'offres préférentielles auprès des membres de la Fédération Marocaine des Professionnels du Sport.

S'exprimant à cette occasion, le ministre de l'Industrie et du Commerce a affirmé que «la deuxième édition du Label Société Sportive vient à point nommé, car elle permet de rendre hommage aux dirigeants d'entreprises qui veillent à intégrer le sport dans leur culture managériale». Ryad Mezzour a souligné que «le sport constitue un levier majeur qui permet l'amélioration de la productivité, de la santé au travail et de la cohésion entre collaborateurs au sein de l'entreprise».

De son côté, le Président de la Fédération Marocaine des Professionnels du Sport a mis en avant ce qu'il a qualifié «d'engouement autour du Label Société Sportive». Et Mehdi Sekkouri d'ajouter: «Au Maroc, le sport gagne de plus en plus de terrain auprès des dirigeants d'entreprise». Le Président de la FMPS a expliqué que les patrons marocains sont de plus en plus nombreux à prendre

conscience que «la pratique de l'activité physique en milieu professionnel est une composante essentielle d'un management efficace et responsable».

A l'initiative d'acteurs de l'industrie du sport à l'échelle nationale, la Fédération Marocaine des Professionnels du Sport a vu le jour le 23 juin 2021. Sa principale mission consiste à fédérer les entreprises opérant dans le sport et contribuer à la structuration et au développement d'un secteur majeur de l'économie nationale, qu'est la pratique sportive en milieu professionnel.

De par son action et en collaboration avec les pouvoirs publics ainsi qu'avec l'ensemble des responsables et figures du paysage sportif marocain, la FMPS ambitionne d'œuvrer à la dynamisation, la promotion et la valorisation du sport national. La Fédération présidée par Mehdi Sekkouri qui a été reconduit à ce poste de responsabilité, le 8 mai 2024 pour un nouveau mandat de 4 ans (2024-2027), se veut une Instance représentative des différentes filières du secteur. ■

IS

Au micro du Reporter

Youssef Boujlid, Président de la Commission Sport en Entreprise à la FMPS

«**O**rganiser la deuxième édition du Label Société Sportive est un moment exceptionnel pour l'ensemble des membres de la Fédération Marocaine des Professionnels du Sport.

A travers l'octroi de ce Label, nous souhaitons mettre en valeur les entreprises qui utilisent le sport comme levier de développement personnel et collectif.

Le sport est devenu un outil efficace au service du management en entreprise. La pratique sportive en milieu professionnel permet d'instaurer un climat de bonne entente et de convivialité entre les différents collaborateurs. Au Maroc, de plus en plus de sociétés marocaines sont engagés pour promouvoir l'activité physique et



sportive, notamment dans les rangs de leurs employés.

Je saisi cette occasion pour lancer un appel à toutes les entreprises basées au Maroc, afin qu'ils utilisent le sport comme levier de développement. Le résultat est garanti» ■

Propos recueillis par S. B

Trophée Hassan II-Coupe Lalla Meryem de Golf

SAR le Prince Moulay Rachid remet leurs Prix aux gagnants des 49^{ème} et 28^{ème} éditions

SAR le Prince Moulay Rachid a présidé la cérémonie de remise des Prix aux vainqueurs de la 49^{ème} édition du Trophée Hassan II et de la 28^{ème} Coupe Lalla Meryem de Golf, organisées sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, du 3 au 8 février 2025.



Après avoir suivi les derniers coups pour atteindre l'ultime trou «All Raven», Son Altesse Royale a procédé le 8 février 2025 au Royal Golf Dar Es Salam à Rabat, à la remise du Prix «Pro AM Hassan II Kids Cup by First Tee» à l'équipe composée du professionnel suédois Jasper Parnevik et des joueurs Wissal El Hali, Amine Ankoud et Mohamed Aghanim, ainsi que le Prix Pro AM du Trophée Hassan II à l'équipe de SAR le Prince Moulay Rachid, composée du professionnel sud-africain Ernie Els, la golfeuse professionnelle marocaine Sofia Cherif Essakali et les amateurs Omar Lahjomri et Karim Guessous.

Cara Gainer et l'Espagnol Miguel Angel Jimenez sacrés champions

SAR le Prince Moulay Rachid a aussi remis le Grand Prix de la Coupe Lalla Meryem à la gagnante de la 28^{ème} édition. Par la suite, SAR le Prince Moulay Rachid a remis le Grand Prix du Trophée Hassan II de Golf. L'Espagnol Miguel Angel Jiménez et l'An-

glaise Cara Gainer se sont en effet adjugés, respectivement les Titres de la 49^{ème} édition du Trophée Hassan II et de la 28^{ème} Coupe Lalla Meryem de Golf, organisées du 3 au 8 février 2025 au Royal Golf Dar Es Salam à Rabat, sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI.

Miguel Angel Jiménez a remporté le Trophée Hassan II de Golf 2025 après avoir réalisé un total de 208 coups (69, 69 et 70), soit 11 coups sous le par. Il a devancé le Néo-zélandais Steven Alker qui a terminé les épreuves du Trophée avec un total de 210 coups (69, 70, 71), soit 9 coups sous le par. La 3^{ème} place est revenue au Sud-africain Ernie Els qui a réalisé un score total de 212 coups (7 coups sous le par).

Pour sa part, la golfeuse Anglaise Cara Gainer a terminé les épreuves de la Coupe Lalla Meryem, qui fait partie du Ladies European Tour (LET), en tête du classement final avec un score total de 210 coups (71, 70 et 69 coups), soit 9 coups sous le par. Elle a pris le meilleur sur l'Indienne Diksha Dagar après recours au play-off. La Singapourienne Shannon Tan est

arrivée troisième avec un score total de 211 coups (8 coups sous le par).

La première marocaine au tableau final de la Compétition était Ines Laklalech qui a occupé la 35^{ème} position avec un score de 220 coups (71, 75, 74), soit un coup au-dessus du par. Devenu depuis 2010 un rendez-vous incontournable de l'European Tour de golf, le Trophée Hassan II de Golf a connu cette année (2025), la participation de 66 champions parmi les meilleurs au monde, issus de 12 pays, dont 11 anciens vainqueurs de tournois majeurs totalisant 16 victoires en Grand Chelem. Le plateau comprenait également quatre légendes membres du World Golf Hall of Fame, en l'occurrence l'Écossais Colin Montgomerie, vainqueur du Trophée Hassan II en 1997, l'Espagnol José María Olazábal, double vainqueur du Masters, le Sud-africain Retief Goosen, lauréat de l'Open des États Unis à deux reprises et son compatriote Ernie Els, qui avait remporté ce trophée en 2008, outre les vainqueurs des deux dernières éditions en 2023 et 2024, respectivement, le Canadien Stephen Ames et l'Argentin Ricardo Gonzalez.

Quant à la 28^{ème} édition de la Coupe Lalla Meryem, qui attire depuis sa création en 1993 les meilleures golfeuses à l'échelle mondiale, elle a réuni cette année encore l'élite européenne du golf féminin. Parmi les 108 participantes, figurait la Suisse Chiara Tamburlini, lauréate de l'Ordre du Mérite LET 2024. Cette édition a connu la participation de cinq joueuses marocaines, à leur tête Ines Laklalech, porte-drapeau du Maroc lors des derniers Jeux olympiques de Paris-2024, en plus de Maha Haddioui, qui a participé à deux reprises aux JO (Rio de Janeiro-2016 et Tokyo-2020) et qui a validé sa place dans l'élite européenne pour une 12^{ème} année consécutive. A noter que le Maroc reste à ce jour le seul pays à organiser, dans la même ville, aux mêmes dates et sur un même lieu une épreuve masculine et autre féminine inscrites dans les calendriers européens de golf. ■ **HZ**

Rugby

Le Maroc bat la Tunisie et se qualifie pour la phase finale de la CAN 2025

La Sélection marocaine de Rugby à 15 s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de la discipline, en battant son homologue tunisienne sur le score de 26 à 12, en match de repêchage, disputé le 9 février 2025 au Stade Père Jégo à Casablanca.



Cette qualification signe le retour des Lions de l'Atlas en Compétition continentale après une absence de 4 ans. Sacrée championne d'Afrique en 2005 et 2007, les rugby-mans marocains

avait terminé en tête du groupe B du tournoi de repêchage, tandis que la Tunisie avait dominé le groupe A.

La phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de Rugby est prévue en juillet 2025 en Ouganda. L'équi-

pe qui sera sacrée Championne d'Afrique sera directement qualifiée pour la Coupe du Monde en Australie 2027, tandis que le Vice-champion disputera la Nations Cup pour une place au Mondial ■

Championnat National

Alexandre Santos prend les commandes de l'AS FAR

L'Association Sportive des Forces Armées Royales, plus couramment connue sous le nom d'AS FAR, s'est séparé à l'amiable de son entraîneur français.

La résiliation du contrat de Hubert Vellud intervient suite aux récents résultats de l'équipe, a expliqué le Club sur sa page Facebook, faisant savoir c'est le technicien portugais Alexandre Santos a été désigné pour prendre les commandes du Club. L'AS FAR occupe la 3ème place au classement de la Botola Pro D1 avec 34 points au terme de la 19ème journée de la Compétition. Les Militaires connaîtront leur adversaire en quarts de finale de la Ligue des Champions de la CAF à l'issue du tirage au sort prévu le 20 février 2025 à Doha, capitale du Qatar. ■



Botola Pro D1

Lassad Chabbi, nouvel entraîneur du Raja de Casablanca

Le Raja de Casablanca a annoncé la nomination de Lassad Chabbi en tant que nouvel entraîneur, en remplacement de Hafid Abdessadek. Le technicien tunisien avait déjà entraîné les Vert et Blanc, avec qui il a remporté la Coupe de la Confédération Africaine de Football (CAF) et la Coupe des Clubs Champions Arabes. Éliminé de la phase de groupes de la Ligue des Champions Africaine, le Raja avait annoncé plus tôt le départ de son ancien entraîneur Hafid Abdessadek à qui il a adressé ses remerciements pour les services rendus au Club. ■

CAN U20

en Côte d'Ivoire

Les Lionceaux de

l'Atlas dans le Groupe B



L'équipe du Maroc a été placée dans le groupe B de la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 20 ans (CAN U20), prévue du 26 avril au 18 mai 2025 en Côte d'Ivoire.

Les protégés de Mohamed Ouahbi se mesureront aux sélections du Nigeria, de l'Égypte et de l'Afrique du Sud.

Le groupe A comprend la Côte d'Ivoire, pays hôte, le 2è représentant de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (UNIFFAC), la RD Congo, le Ghana et la Tanzanie, alors que le groupe C est constitué du Sénégal, tenant du titre, la Zambie, le Kenya et la Sierra Leone.

A l'issue de la phase de groupes, les deux meilleures équipes de chaque poule ainsi que les deux meilleurs troisièmes se qualifieront pour les quarts de finale, et la compétition se poursuivra sous un format à élimination directe.

Les quatre meilleures équipes obtiendront leur qualification pour la Coupe du Monde U20 FIFA 2025, qui se déroulera au Chili du 27 septembre au 19 octobre 2025 ■